

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Impôt sur le Revenu des Créances, Dépôts et Cautionnements et les Radiations d'inscriptions

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 14 mars 1932, à 2 heures

PAR

Ernest ROUSSELOT

Président : M. HÉMAR, professeur

*Suffragants : { MM. WAHL, professeur
HAMEL, professeur*

PARIS

JOUE & C^e, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1932

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'Impôt sur le Revenu des Créances, Dépôts et Cautionnements et les Radiations d'inscriptions

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 14 mars 1932, à 2 heures

PAR

Ernest ROUSSELOT

Président : M. HÉMARD, professeur

*Suffragants : { MM. WAHL, professeur
HAMEL, professeur*

PARIS

JOUBE & Cie, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1932

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



L'Impôt sur le Revenu des Créances, Dépôts et Cautionnements et les Radiations d'inscriptions

INTRODUCTION

Depuis la guerre les difficultés financières auxquelles l'Etat a dû faire face ont donné naissance à des lois fiscales destinées à procurer au Trésor des ressources hors de toute proportion avec celles que l'on avait jusqu'alors exigées des contribuables.

Pour y parvenir le Parlement, précipitant le cours d'une évolution déjà ancienne, a dû abandonner le système de taxation en usage jusque-là, système forfaitaire, simple, ne s'attachant qu'aux apparences mais qui, par suite de l'inflation du taux des impôts eut conduit à des injustices insupportables, et il a fallu s'attaquer à la matière imposable elle-même, s'en saisir, la taxer directement.

Cette recherche de la matière imposable a soulevé des problèmes délicats qui n'ont pas encore tous reçu leur solution; elle a exigé la mise en œuvre de moyens d'investigation et de contrôle sévères et même l'application de présomptions destinées à suppléer à la spontanéité des redevables.

C'est l'un de ces impôts et le moyen de contrôle

dont il a été doté que nous nous proposons d'étudier.

Les revenus des prêts entre particuliers ont été frappés par l'impôt en 1918, mais en pratique ils échappaient le plus souvent au fisc parce que l'administration se trouvait dans des conditions défavorables : matière imposable mouvante, absence de moyens de contrôle, pas d'intermédiaire obligé que l'on pût rendre responsable de l'impôt (sauf pour les dépôts en banque); il eût fallu pour organiser la perception s'attaquer à une masse considérable d'opérations dont on ne pouvait raisonnablement entreprendre et recommencer chaque année le recensement et la vérification.

Dès lors, comment appréhender cette matière imposable fugitive, insaisissable ?

La plupart des créances révèlent sans doute leur existence lors de l'acte constitutif, mais on ne peut alors opérer aucun contrôle, tout au plus peut-on profiter de cette occasion pour rappeler aux contribuables que les intérêts qui leur seront payés seront passibles d'un impôt. Mention de la loi établissant l'impôt fut donc rendue obligatoire dans les actes d'obligations notariés. Tel fut le premier moyen de pression de l'administration sur le contribuable.

L'effet de cette lecture édifiante était cependant insuffisant, en réalité, comme le disait M. POINCARÉ : « l'impôt était laissé à la discrétion du débiteur. »

Le législateur le reconnut. Il s'avisa que d'abord ce n'est pas lors de la naissance de la créance, mais au moment de son extinction, alors que l'on peut embrasser tout ce qui s'est passé pendant son existence, qu'il est utile d'exercer un contrôle sur le paiement de l'impôt, et ensuite que la plupart des créances importantes ou à long terme sont garanties par une hypothèque ou un nantissement. Il mit alors en œuvre un moyen de contrôle vraiment efficace, consistant à exiger la justification du paiement de l'impôt avant toute radiation de l'inscription d'hypothèque ou de nantissement garantissant la créance.

Le succès de ce procédé a été assuré par le fait que l'impôt étant dû par le créancier, c'est le débiteur libéré qui a le droit et le plus grand intérêt à exiger de son ancien créancier la radiation de l'inscription.

La radiation de l'inscription est donc presque toujours la conclusion du prêt.

Cette solution présente pour l'Etat des avantages considérables. Pour ses agents, le travail de perception se réduit à vendre en gros des timbres d'impôt et le contrôle s'exerce ensuite automatiquement lors de l'échéance fatale de la radiation de l'inscription par les soins du Conservateur ou du Greffier au vu des pièces que le contribuable vient lui-même leur présenter.

Par contre, ce système de justification retardée

est pour le contribuable une source de difficultés et de retards de toutes sortes.

C'est la solution des problèmes qu'ont soulevé cet impôt et le moyen de contrôle qui y est maintenant attaché, que nous allons nous efforcer de dégager.

Nous n'avons pas la prétention de renouveler une matière qui a été traitée avec la plus grande autorité et dans le plus grand détail par MM. ALLIX et LECERCLÉ et par M. MAGUERO. Nous nous bornerons par conséquent à faire ressortir les règles de droit qui entrent en jeu pour la détermination du montant de l'impôt dû dans les différentes situations qui peuvent se présenter et pour la preuve des faits juridiques qui forment les éléments de cette détermination.

Les quelques lignes de cette introduction suffisent à faire prévoir que cette étude sera divisée en deux parties correspondant aux deux aspects principaux sous lesquels se présentent les contestations entre le fisc et les contribuables : d'une part les conditions générales d'application de l'impôt et d'autre part le contrôle et les justifications à produire spécialement lors des radiations d'inscriptions.

Nous examinerons donc dans une première partie l'impôt sur le revenu des créances en lui-même, c'est-à-dire principalement la nature et l'étendue des biens taxés et les conditions d'exigibilité de l'impôt.

Puis, les règles de la perception ayant été précisées, nous étudierons dans une seconde partie les moyens de contrôle mis à la disposition de l'administration et le mode de production des preuves exigées pour la justification de l'acquit régulier des impôts.

PREMIÈRE PARTIE

Les conditions d'application de l'impôt sur le revenu des créances dépôts et cautionnements.

Lors de l'établissement d'un impôt, quel que soit celui dont il s'agisse, le législateur doit donner un certain nombre de définitions sans lesquelles la perception ne pourrait pas être organisée.

Il est en effet toujours nécessaire de déterminer avec exactitude le débiteur de l'impôt, les biens ou les actes qui formeront la matière imposable, les événements qui rendront les droits exigibles, le tarif, les procédés de liquidation, les modes de paiement.

Toutes ces questions se retrouvent à propos de l'impôt sur le revenu des créances et formeront à la fois le cadre et la matière de cette première partie.

Nous étudierons donc successivement :

Dans un premier chapitre, les caractères généraux de l'impôt;

dans un deuxième chapitre, le débiteur de l'impôt;

dans un troisième chapitre, la matière imposable;

dans un quatrième chapitre, les exemptions d'impôt;

dans un cinquième chapitre, le fait générateur, et, enfin, dans un sixième chapitre, nous donnerons très succinctement quelques indications sur le tarif, la liquidation des droits et les modes de paiement; sur ces derniers points ainsi que sur les questions relatives aux pénalités, à la prescription et aux déductions il y aurait eu sans doute matière à de nombreux développements, mais, à raison de leur caractère presque exclusivement réglementaire, ils nous ont paru pouvoir difficilement rentrer dans le cadre de cette étude et nous ne saurions mieux faire, en ce qui les concerne, que de nous référer aux traités généraux de droit fiscal.

CHAPITRE PREMIER

LES CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE L'IMPOT

L'impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements dépend de l'ensemble de nos impôts cédulaires sur le revenu.

Etabli par la loi du 31 juillet 1917, il est, aux termes mêmes de cette loi, une extension de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières avec lequel on a coutume de dire qu'il constitue l'une des deux cédules de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

C'est un impôt direct, si l'on prend ce terme dans le sens que lui donnent les définitions doctrinales.

Au point de vue administratif, c'est au contraire un impôt indirect auquel sont applicables certaines règles de l'enregistrement, administration chargée de le recouvrer, sans que toutefois ce soit un droit d'enregistrement (1).

Il est destiné à frapper les revenus que les créanciers retirent de leurs créances, dépôts et caution-

(1) Cass. 6.1.1908. Sirey 10.1.323. Crédit Foncier c. Enregistrement.

Cette décision rendue à propos de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est valable pour l'impôt sur le revenu des créances.

nements avant qu'ils ne soient atteints par l'impôt général sur le revenu; étant un impôt cédulaire, il frappe les revenus en eux-mêmes, comme l'impôt foncier frappe le revenu des terres, sans abattement à la base, et en principe sans distinction eu égard à la qualité du débiteur de l'impôt; c'est ainsi, par exemple, que les communes et les départements doivent le payer comme ils payent l'impôt foncier.

Dans le système de nos impôts sur le revenu, le soin de réaliser la justice fiscale par la progressivité du taux et par les abattements à la base est en principe laissé à l'impôt général sur le revenu, tandis que les impôts cédulaires frappent chaque catégorie de revenu suivant un taux propre d'autant plus élevé que le revenu a un caractère plus stable, est engendré par des capitaux plutôt que par le travail et représente plutôt la richesse acquise que la richesse en formation.

C'est ainsi que le revenu des capitaux mobiliers, qui est engendré par la richesse acquise sans le concours du travail, est frappé du taux le plus élevé appliqué aux impôts cédulaires.

Distinction de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et de l'impôt sur le revenu des créances.

Pour la clarté de cette étude, avant d'examiner ce que renferment les termes de la loi, il y a lieu

de marquer avec netteté les limites des deux cédules qui forment l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers : L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, qui ne rentre pas dans cette étude, et l'impôt sur le revenu des créances.

Il n'y a pas seulement un intérêt théorique à faire cette distinction; en effet, bien que, sauf en ce qui concerne les valeurs étrangères, le taux des deux cédules soit identique, les règles qui en gouvernent la perception sont souvent différentes; c'est ainsi, par exemple, que le fait générateur n'est pas le même dans les deux cédules, c'est ainsi également, que l'impôt sur le revenu des créances n'est exigé que des créanciers demeurant en France, alors que l'impôt qui frappe le revenu des valeurs mobilières ne tient pas compte du domicile du porteur.

L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières frappe :

D'abord les dividendes des sociétés (sauf les sociétés en nom collectif dont les bénéfices sont taxés seulement à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux).

Et en second lieu les intérêts des emprunts et obligations des collectivités publiques et des sociétés (sauf également les sociétés en nom collectif dont les emprunts sont du domaine de l'impôt sur le revenu des créances).

Nous n'avons donc dans cette étude à nous occuper ni du revenu du capital des sociétés quelles

qu'elles soient, ni des emprunts proprement dits des sociétés et collectivités publiques (sauf ceux des sociétés en nom collectif).

Par emprunt il ne faut entendre que les sommes dues par les sociétés à titre de prêt, celles qu'elles peuvent devoir pour toute autre cause, condamnation, achat, etc... n'étaient pas soumises à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et rentrent donc dans la catégorie des créances dépendant de la cédule que nous étudions.

Enfin nous devons comprendre dans la cédule des créances, dépôts et cautionnements :

1° Les créances, dépôts et cautionnements appartenant aux sociétés et collectivités publiques (sauf les emprunts et obligations sur d'autres sociétés et collectivités publiques).

2° Les dépôts et cautionnements faits dans leurs caisses.

3° Les emprunts des sociétés en nom collectif.

La distinction des deux cédules a soulevé quelques difficultés relatives aux sociétés en nom collectif et aux associations en participation, nous allons les passer rapidement en revue.

Emprunts des Sociétés en nom collectif (2).

On s'est demandé si ces emprunts étaient soumis au nouvel impôt, ou s'ils continuaient à dépendre de la cédule des valeurs mobilières et à

(2) Cf. ALLIX et LECERCLÉ, *op. cit.*, t. I, p. 320 et MAGUÉRO, *Traité alphabétique de l'Enregistrement*, t. 3, p. 5.

bénéficier de l'exonération faite en leur faveur par la loi du 28 avril 1893.

Les intérêts de ces emprunts étaient frappés par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières établi en 1872 puis la loi de 1893 les en a spécialement exemptés.

Lorsque l'impôt sur le revenu des créances a été instauré, l'administration a estimé qu'ils devaient être frappés par l'impôt, disant à l'appui de sa prétention que la loi de 1917 a eu précisément pour but de frapper les créances non taxées par la loi de 1872 et que d'ailleurs le nouvel impôt frappe les créanciers et non les sociétés débitrices comme l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Personne ne conteste qu'en équité il n'y ait aucune bonne raison d'exempter un créancier de l'impôt pour le seul motif que son débiteur serait une société en nom collectif, mais en droit et étant rappelé qu'il doit toujours être fait une interprétation stricte des textes de droit fiscal, la thèse de la régie ne paraît pas soutenable.

MM. ALLIX et LECERCLÉ et M. MAGUERO lui opposent en effet que la loi de 1917 n'a eu, d'après ses termes mêmes, d'autre but que de compléter le régime résultant des lois antérieures en soumettant à l'impôt les revenus qu'elles avaient laissé de côté, mais qu'elle n'a pas pu s'appliquer aux produits formellement exceptés par ces lois sans en prononcer expressément l'abrogation.

Faut-il donc condamner la prétention de la régie qui est cependant conforme à l'équité et ne pourrait-on pas considérer que le législateur de 1893 n'a pas entendu créer en faveur des sociétés en nom collectif une exemption absolue, mais que, se trouvant en présence de deux catégories de contribuables : les sociétés et collectivités publiques d'une part et les personnes physiques d'autre part, les unes assujetties à l'impôt à l'occasion de leurs emprunts et les autres exemptes, il a estimé que les sociétés en nom collectif par la plupart de leurs aspects (entreprises de faible importance, procédés d'emprunts) se rapprochaient beaucoup moins des autres sociétés que des personnes physiques et qu'il convenait de les replacer au point de vue fiscal parmi ces dernières. Il serait alors légitime de soumettre leurs emprunts au droit commun des emprunts des particuliers qui aujourd'hui sont frappés par l'impôt sur le revenu des créances.

Mais n'est-ce pas faire une interprétation extensive de textes fiscaux ?

Les Tribunaux n'ont pas eu à intervenir, on ne saurait donc prévoir si la prétention de l'Administration pourra être maintenue.

Associations en participation.

Notons enfin que les associations en participation ne sont pas des sociétés, mais de simples groupements dénués de la personnalité morale,

elles ne peuvent donc être titulaires de droits. Les véritables créanciers et débiteurs sont tous les membres de l'Association pris individuellement, les dettes que ces derniers ont contractées en association sont donc soumises à l'impôt sur les intérêts des créances et non à la cédula des valeurs mobilières.

CHAPITRE DEUXIEME

LE DÉBITEUR DE L'IMPOT

Vis-à-vis du fisc le créancier et le débiteur sont solidairement responsables du paiement de l'impôt dès qu'il est devenu exigible. Mais il est nécessaire de désigner le véritable contribuable, c'est-à-dire celle des deux parties qui, au moins en l'absence de convention, doit subir la charge nouvelle et la supporter définitivement.

Dans la cédule des valeurs mobilières l'impôt a été mis à la charge du créancier, mais il a été permis aux sociétés et collectivités emprunteuses d'en assurer le paiement et de s'obliger à payer les intérêts de leurs emprunts nets d'impôt.

A l'occasion de l'impôt sur le revenu des créances le législateur a précisé que l'impôt devrait être à la charge exclusive du créancier nonobstant toute clause contraire quelle qu'en soit la date (1). Il espérait ainsi faire échec, dans la mesure du possible, aux phénomènes d'incidence qui auraient pu transférer du créancier au débiteur le fardeau de la taxe.

Il pensait même dans bien des cas, rendre meil-

(1) Loi du 31 juillet 1917, art. 40, § 3.

leure la situation du débiteur qui, par suite de la création de l'impôt devait obtenir, s'il possédait des immeubles, la restitution de l'impôt foncier frappant une portion de ses revenus fonciers égale aux intérêts de sa dette.

Il en résulte certainement que le débiteur principal de l'impôt vis-à-vis du fisc est le titulaire de la créance productive d'intérêts. Mais savoir qui, en définitive, souffre de l'impôt est une question qu'un texte de loi ne suffit pas à trancher et à laquelle on ne peut pas apporter une réponse générale. Il y a lieu d'envisager plusieurs éventualités :

Si le taux de l'intérêt est fixé par la loi, le créancier seul supportera l'impôt.

Si le taux est librement débattu, la loi de l'offre et de la demande apportera la solution vraisemblablement sous forme d'un compromis.

Si le taux était fixé par un contrat antérieur à la création de l'impôt ou à une majoration, ici encore, le créancier supportera le poids de la taxe ou du relèvement de tarif.

Clause de remboursement

anticipé en cas d'imposition des intérêts.

Les créanciers ont cherché à esquiver la charge qui leur était infligée en invoquant une clause qui parfois se trouvait dans les actes de prêt et aux termes de laquelle ils pouvaient exiger le remboursement de leurs créances dans le cas où un impôt viendrait diminuer leurs revenus.

Des litiges nés de cette prétention ayant été portés devant les Tribunaux et ces clauses de remboursement anticipé étant d'un usage courant dans les contrats de prêt, nous exposerons brièvement le problème et la solution actuellement admise.

Les débiteurs poursuivis en remboursement de leur dette en vertu de ces clauses ont soutenu que l'article 40 de la loi du 31 juillet 1917 était une disposition d'ordre public à laquelle il ne pouvait être dérogé même par des moyens détournés.

Cette thèse a été soutenue par M. Henri LALOU (2) qui fait appel au caractère nettement rétroactif de l'article 40 et au but de la loi qui est de frapper le créancier dans son revenu et même, comme nous l'avons vu plus haut, de décharger le débiteur.

Et il est en effet contraire à l'esprit de la loi de valider une clause qui, surtout eu égard aux conditions économiques du moment, mettait le débiteur dans une situation bien pire que celle où il eut été si la loi lui avait permis de prendre l'impôt à sa charge.

C'est ce qu'ont décidé certains Tribunaux en annulant la clause par une interprétation extensive de l'article 40 (3).

La jurisprudence paraît cependant fixée maintenant en sens contraire.

(2) Voir sous D. P. 1925.2.81 et 1926.2.103, notes de M. LALOU.

(3) Voir notamment jugement du Tribunal civil de la Seine du 10 février 1925. D. P. 1925.2.81.

Deux arrêts de la Cour de Paris du 28 avril 1926 (4) ont refusé d'étendre au delà de ses termes la nullité édictée par l'article 40.

Ils ont déclaré que l'offre de paiement volontaire de l'impôt faite par le débiteur ne pouvait faire obstacle à la clause de remboursement anticipé.

Ces arrêts ont depuis servi de base à un arrêt de la Cour de Paris du 30 janvier 1930 et à un jugement du Tribunal de la Seine du 17 février suivant (5) qui ont cependant annulé la clause mais motif pris de sa rédaction, et parce qu'elle ouvrait l'alternative de l'exigibilité de la créance ou de l'acquit de l'impôt par les débiteurs.

La Cour et le Tribunal, tout en déclarant licite la clause de remboursement anticipé, ont jugé illicite l'alternative offerte au débiteur de prendre l'impôt à sa charge et nulle la clause tout entière comme formant un tout indivisible.

Dans ces mêmes décisions la Cour et le Tribunal se sont refusé à prononcer la nullité du contrat tout entier comme conséquence de l'annulation de la clause d'exigibilité anticipée, les circonstances des deux affaires ne permettant pas de voir dans cette stipulation la cause impulsive et déterminante du contrat.

Et enfin, dans un arrêt du 11 mars 1931, la Cour

(4) D. P. 1926.2.103.

(5) *Gazette du Palais*, 1930, I, p. 654 et 825.

de cassation (6) a validé en ces termes la clause d'exigibilité anticipée :

« Attendu que l'article 40 alinéa 3, dérogeant au double principe de la liberté des conventions et à la non rétroactivité des lois, doit être interprété d'une manière restrictive; qu'il vise uniquement les clauses par lesquelles les parties demeurant dans les liens du contrat de prêt feraient passer l'impôt à la charge du débiteur; que l'objet de la cause litigieuse est de résilier le contrat à raison du fait que la mise de l'impôt à la charge du créancier modifie les prévisions des parties dans des conditions jugées par elles incompatibles avec le maintien dudit contrat; que la résolution du contrat fait disparaître la matière imposable et l'impôt lui-même, d'où il suit que la clause résolutoire ne peut avoir pour effet de soustraire le créancier à la charge de l'impôt. »

Il est donc admis désormais que le créancier peut se mettre à l'abri des augmentations d'impôt en stipulant que la dette deviendrait immédiatement et de plein droit exigible dans le cas où il serait établi un impôt de quelque nature que ce soit, supérieur au taux en vigueur au jour du contrat.

(6) *Gazette du Palais*, 1934, I, p. 605 et suiv., époux Beluère c. Compagnie d'Assurances « The Gresham ».

CHAPITRE TROISIEME

L'ASSIETTE DE L'IMPOT

L'objet de ce chapitre est de définir la matière imposable, c'est-à-dire la nature et l'étendue des biens taxés; dans une étude sur l'impôt sur le revenu des créances, l'examen devra donc porter d'une part sur la notion de revenu telle que le législateur l'a comprise et ensuite sur la détermination des créances dont les revenus sont imposés.

Telles sont les deux questions que nous allons préciser dans les deux sections qui vont suivre.

SECTION I. — Définition des revenus imposés

La loi de 1917 vise les « revenus, arrérages et tous autres produits » des créances, dépôts et cautionnements, entendant par cette expression, soumettre à l'impôt tous les profits que le créancier peut retirer du placement de ses capitaux (1),

(1) Solution départementale de l'Enregistrement du 15 octobre 1930 citée par le *Journal des Conservateurs*, art. 10698.

« L'expression « Tous autres produits » répond à l'intention du législateur de ne laisser en dehors de la taxe aucun des produits des créances qui revêtiraient une forme autre que celle des revenus et arrérages, lesquels sont en général l'objet de prestations périodiques.

« En définitive, la matière imposable comprend tous les

dans les termes du titre ou des textes de loi qui ont défini entre les parties l'étendue de ces profits.

Nous préciserons ces questions relatives à la preuve dans notre deuxième partie, examinons maintenant quels sont les profits qui sont taxés, et les règles déterminant le point de départ et l'arrêt du cours des intérêts.

§ I. — COMPOSITION DES REVENUS.

Les revenus frappés par l'impôt sont d'abord les intérêts proprement dits, c'est-à-dire la rémunération périodique revenant au créancier pour la jouissance du capital qu'il a prêté, déposé ou donné en cautionnement. L'impôt les frappe sans qu'il y ait aucune distinction à établir entre eux et aussi bien lorsqu'ils résultent d'une stipulation contractuelle que lorsqu'ils sont alloués par jugement comme accessoires d'une condamnation principale à titre d'intérêts moratoires, ou qu'ils sont fixés par la loi.

Le taux et le montant de ces intérêts sont déterminés par les stipulations des contrats de prêt et des titres de créance quelconques, par les jugements ou par la loi. Si le taux n'a pas été fixé, on est censé avoir adopté le taux légal.

profits que la créance est susceptible de procurer au créancier, aussi bien les produits extraordinaires que les produits périodiques quels que soient leur dénomination, leur origine, leur caractère. »

Rappelons que le taux des intérêts légaux est de 5 % en matière civile et de 6 % en matière commerciale (2). La détermination du caractère civil ou commercial de la créance pour la fixation du taux des intérêts est du domaine du droit privé et ne doit pas être confondue avec la définition fiscale des « opérations commerciales » que nous verrons plus loin. Il est admis (3) que le caractère commercial du prêt se détermine par la destination commerciale des fonds empruntés et que « lorsque le prêt est fait par une personne faisant profession de prêter, c'est-à-dire par un banquier, il est commercial quelle que soit la destination du prêt ».

Le plus souvent, le taux des intérêts dus ne présente, ni entre les parties, ni vis-à-vis du fisc, aucune difficulté.

Nous signalerons cependant que la loi ayant précisé que l'impôt devrait être liquidé sur le montant brut des intérêts, il en résulte que :

1° Le revenu imposable est celui qui est stipulé dans le contrat obligatoire sans aucune déduction des frais et charges qui peuvent le grever et en diminuer le montant.

Il est cependant admis que si un pays étranger prélève un impôt, son montant doit être déduit de ce qu'on appelle produit brut (4).

(2) En Algérie 6 % en matière civile et en matière commerciale.

(3) Cf. WAHL, *Précis de droit commercial*, 1922, p. 27.

(4) Déclaration de M. PELLETAN au cours des débats. D. P. 1917.4, p. 313.

2° Si les intérêts sont stipulés nets d'impôts, leur montant imposable doit comprendre, d'après l'administration, l'impôt payé par le débiteur en l'acquit du créancier (5).

C'est ce que la direction générale a précisé dans sa décision du 17 octobre 1928 en disant : « le débiteur d'intérêts qui prend à sa charge l'impôt sur le revenu exigible en vertu de l'article 38 de la loi du 31 juillet 1917, acquitte une dette du créancier et l'impôt doit dès lors être liquidé à raison de 18/82 de l'intérêt net (l'impôt étant alors de 18 %, aujourd'hui ce serait 16/84). Cette règle ne sera suivie qu'à l'égard des paiements d'intérêts effectués à partir du 1^{er} janvier 1928 » (6).

Mais en outre, du seul fait que l'acte met l'impôt à la charge du débiteur, l'administration se considère en droit de percevoir l'impôt sur l'intérêt nominal majoré de l'impôt.

Dans une solution départementale du 29 avril 1930 (J. C. art. 10650) elle décide que le créancier doit « justifier par tous les moyens en son pouvoir que c'est lui et non le débiteur qui a supporté l'impôt ».

(5) Réponse du Ministre des Finances J. O. du 8 février 1928 rapportée par le *Journal des Conservateurs*, art. 9991.

(6) Il y a lieu de noter que dans l'application de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers l'administration ne perçoit pas l'impôt sur l'impôt, dont le débiteur a pris la charge. Cf. J. G., n° 10164 citant M. MAGUÉRO et R. EL., n° 8713 qui fait ressortir cette contradiction et relate les variations de la doctrine administrative. Cf. également MAGUÉRO T. A., *op. cit.*, p. 33.

Cette prétention ne nous paraît pas fondée. La loi ayant déclaré ces clauses nulles, comment l'administration pourrait-elle s'en prévaloir? Sans doute, comme nous le verrons plus loin, la preuve incombe aux contribuables, lors des radiations d'inscriptions, mais aucune preuve ne devrait être nécessaire à l'encontre d'une clause nulle.

Le débiteur est en droit d'exiger à la fois le maintien du prêt et le respect de la loi qui le dispense du paiement de l'impôt.

Dans ces conditions l'administration devrait être obligée de prouver l'exécution de la clause de paiement net d'impôts pour être admise à percevoir le supplément d'impôt auquel elle prétend. Sans cette preuve une clause nulle ne peut servir de base à la perception.

L'impôt frappe en outre tous les autres profits dont on ne saurait faire l'énumération, que le créancier peut avoir stipulés, et notamment :

1° Les intérêts des intérêts.

Si, en vertu d'une convention spéciale, les intérêts échus et non payés ont été capitalisés et rendus productifs d'intérêts, ou si une mise en demeure ou une demande en justice a fait courir des intérêts moratoires sur les intérêts échus, ces nouveaux intérêts sont également passibles de l'impôt. L'impôt serait encore dû sur les intérêts payés par le débiteur en vertu d'une clause d'ana-

tocisme introduite dans le contrat de prêt lui-même, bien qu'é sauf en ce qui concerne les comptes courants la validité de telles clauses soit discutée en doctrine comme en jurisprudence (7).

2° *L'indemnité en cas de remboursement anticipé.*

Ce produit particulier de la créance est celui que le créancier retire de la clause prévoyant une indemnité à son profit en cas de remboursement anticipé de la dette.

Cette stipulation fréquente dans les actes d'emprunt, vient de ce que le terme n'est pas stipulé seulement en faveur du débiteur mais aussi en faveur du créancier qui a entendu faire un placement durable.

Celui-ci, s'étant assuré un taux d'intérêt satisfaisant, estime que le remboursement anticipé de sa créance lui ferait perdre une partie du revenu qu'il escompte, c'est pourquoi il stipule une indemnité à son profit pour le cas de rupture du contrat dont le maintien jusqu'à son terme lui serait profitable.

(7) Voir MORIN, *De l'anatocisme*. Thèse Paris, 1906 et WAHL, *op. cit.*, p. 643. Lorsque l'anatocisme est stipulé dans un acte de prêt, l'administration ne paraît pas, du seul fait que certains intérêts ont été payés en retard et que la clause d'anatocisme aurait dû jouer, exiger la justification de l'impôt sur ces intérêts des intérêts, à moins naturellement qu'il lui soit produit une quittance en constatant le paiement, l'administration ne se prévaut pas non plus des autres conséquences de l'anatocisme. Cf. J. C., art. 9797.

La même stipulation est faite pour les cas d'exigibilité anticipée.

Ce produit de la créance fait évidemment partie des profits que la loi a entendu taxer.

Et cependant le problème de sa taxation a soulevé de nombreuses difficultés parce que cette stipulation d'indemnité est très voisine des clauses pénales telles qu'elles sont définies par les articles 1226 et 1229 du Code civil.

Il est en effet loisible dans un contrat de prêt, comme dans toute autre convention, d'introduire une clause pénale pour assurer l'entière exécution de l'acte.

Mais, si l'indemnité en cas de remboursement anticipé n'est que « l'escompte au profit du prêteur d'intérêts sur lesquels il croyait pouvoir compter durant une période déterminée (8) », la clause pénale se définit : « la liquidation conventionnelle des dommages-intérêts (9) », son montant est un capital tenant lieu de la condamnation principale à laquelle le débiteur eût été taxé par les Tribunaux pour l'inexécution des obligations qu'il avait contractées, notion tout à fait indépendante de l'idée de revenu ou de produit de la créance, et, à ce titre, exempt d'impôt; c'est ce qu'ont reconnu et les Tribunaux et l'Administration (10).

(8) Cass. Req., 20 octobre 1915. D. H. 1925, p. 605 et J. C., art. 9934.

(9) PLANIOL, *Tr. Elém. de Droit civil*, 1923, t. II, p. 253.

(10) Cas. Req., 20 octobre 1925, cité plus haut. Décision

Pour qu'il y ait clause pénale il faut, d'après l'administration et les tribunaux :

1° Que la stipulation le déclare expressément.

2° Que conformément à l'article 1228 du Code civil le créancier puisse, aux termes de l'acte d'obligation, au lieu de demander la peine stipulée, poursuivre l'exécution de l'obligation principale.

3° Que les circonstances ne soient pas en contradiction avec les caractères de la clause pénale, ce qui dépend de l'appréciation des tribunaux (11).

C'est faire une analyse exacte de la nature de la clause pénale. Il en résulte qu'il y a lieu d'exiger que le remboursement du prêt soit devenu exigible en vertu d'une clause du contrat ou en vertu de la loi, prévoyant un événement ayant modifié ou menacé de modifier la situation du créancier et tel que l'incendie de l'immeuble servant de gage, ou la résiliation de la police d'assurance.

En effet, si le remboursement avant l'échéance devait avoir lieu simplement parce que le débiteur desire rembourser, le créancier, sauf clause con-

départementale du 15 octobre 1930 citée plus haut et solution du 16 décembre 1921, n° 3746, § 4.

(11) Cf. Jugement du Tribunal de Périgueux du 19 mars 1929 (rapporté par J. C., art. 10408) qui analyse les raisons pour lesquelles « malgré l'échéance de dix ans stipulée en l'acte d'obligation, aucune des parties n'a pu croire à un prêt fait à long terme ».

Cf. également Sol. dép. du 15 octobre 1930, citée par J. C., art. 10698.

traire de l'acte, pourrait toujours s'y soustraire et exiger l'exécution des conventions. Personne ne peut alors le contraindre à recevoir le montant de sa créance. Le dommage ne peut donc pas naître puisqu'il dépend du créancier de refuser le remboursement jusqu'au terme du prêt.

Et si le contrat accorde au débiteur la faculté de rembourser par anticipation moyennant versement d'une indemnité, cette somme ne représente pas un dommage qui n'a pas pu naître mais le prix d'une faculté accordée au débiteur, donc un produit de la créance dans lequel il faut voir « l'escompte au profit du prêteur des intérêts sur lesquels il croyait pouvoir compter ».

On se trouve en réalité en présence d'une obligation alternative et la deuxième des conditions exigées par l'administration n'est pas remplie.

Il en est tout autrement si le remboursement anticipé a lieu en exécution d'une clause d'exigibilité telle que celles prévues par les articles 1188 et 2131 du Code civil; dans ces cas le contrat ne peut plus être maintenu, le créancier dont les sûretés sont en péril se voit dans l'obligation de demander le remboursement, il subit un dommage dont il est raisonnable d'avoir prévu le règlement par une clause pénale, et c'est à ce domaine bien délimité que doit être restreint le champ d'application des clauses pénales.

Sous cette réserve une clause rédigée comme suit semble, en elle-même, répondre aux exigences

de l'administration et des tribunaux : Après avoir énoncé les cas d'exigibilité avant terme, mettre : « En cas de remboursement de tout ou partie du montant de la présente obligation à une date autre que celle ci-dessus fixée, le créancier aura droit à une indemnité fixée à forfait à titre de clause pénale, conformément aux articles 1226 et suivants du Code civil, à de la somme exigible ou remboursée. »

Profits ne constituant pas des revenus imposables.

Malgré les termes très larges de la loi, il existe certains profits en dehors des clauses pénales qui ne sont pas frappés par l'impôt. Ce sont les indemnités prévues pour les cas de paiement en un lieu autre que celui imposé dans l'acte, dans le cas où le créancier serait obligé de produire à un ordre, etc...

Ces différentes indemnités ont en effet pour but non de constituer un revenu ou de compenser une perte de revenu, mais de tenir lieu au créancier des frais qui lui sont imposés par les infractions du débiteur. Il est donc légitime de ne pas les considérer comme un véritable produit de la créance.

Ce sont en outre les commissions et courtages que prélèvent les banquiers en sus des intérêts et à condition qu'ils aient un caractère normal. Ces prélèvements sont en effet le prix des services rendus et non pas des produits de la créance.

Et ce sont enfin les bénéfices des opérations de report (12).

Le report est un placement de capitaux à court terme fait par l'intermédiaire des agents de change ou des coulissiers, mais il constitue une opération qui s'analyse juridiquement pour le capitaliste en un achat au comptant de titres revendus aussitôt à terme moyennant un prix légèrement supérieur au prix d'achat, le revenu du porteur étant formé par la différence entre les deux prix.

Le bénéfice que réalise le reporteur apparaît donc comme le produit d'une vente de valeurs et non comme l'intérêt d'une somme d'argent bien qu'en réalité le reporteur soit un simple prêteur.

L'Administration reconnaissant la nature juridique du report, a exempté de l'impôt les bénéfices qu'ils produisent.

§ II. — POINT DE DÉPART DES INTÉRÊTS.

La détermination du point de départ des intérêts est la simple application des principes du droit civil. Nous ne ferons donc qu'énoncer les règles générales qui gouvernent cette matière en nous référant pour le surplus aux ouvrages généraux de droit civil.

Le point de départ des intérêts est en général fixé par le titre d'où résulte la créance; c'est le cas des contrats de prêt, des actes de vente, de

(12) ALLIX et LECERCLÉ, *L'impôt sur le revenu*, t. I, p. 327.

nombreux jugements. Dans toutes ces hypothèses il ne peut y avoir de discussion, et, pour le fisc, comme pour les parties, les intérêts commenceront à courir à partir de la date fixée par le titre.

Mais il peut se produire que le titre ne soit pas suffisamment explicite ou qu'il n'y ait pas de convention et, la détermination pouvant alors être plus délicate, nous allons rappeler les règles auxquelles il faut se reporter :

Et d'abord : Il est nécessaire qu'une créance existe pour qu'elle puisse produire des intérêts susceptibles d'être imposés.

C'est ce principe que la Cour de cassation a appliqué à l'occasion d'une condamnation allouant aux victimes d'un accident une indemnité avec intérêts de droit à partir du jour de l'accident, liquidés à la date du jugement. L'administration ayant prétendu percevoir l'impôt sur ces intérêts, la Cour a décidé (13) « que l'impôt ne devait porter que sur les intérêts courus depuis la condamnation et non sur ceux alloués du jour de l'accident à celui de la condamnation comme complètement d'une somme principale qui, comme elle, faisant partie intégrante de l'indemnité, ont un caractère exclusivement compensatoire et ne sauraient par suite être envisagés comme le produit

(13) Cass. Req., 29 octobre 1930. *Gazette des Tribunaux*, 1931.1.39 et voir Dalloz 1930.1.148. Le rapport tout à fait essentiel de M. PILON sur lequel cet arrêt a été rendu. L'administration a accepté la décision de la Cour ainsi qu'il résulte de l'Instr. n° 4090, § 11 du 29 avril 1931.

de la créance existant seulement à partir de la condamnation et ayant pour objet cette indemnité ».

Ce qui veut dire que lorsque la créance a pris naissance dans le jugement, elle ne peut avoir, avant la date du jugement, produit des intérêts. Il n'en serait pas de même dans le cas où le jugement aurait simplement dégagé de rapports de droit antérieur, l'existence d'une créance productive d'intérêts depuis la date de sa naissance.

Remarquons au surplus que c'est seulement en matière délictuelle et quasi-délictuelle que, suivant les termes du rapport de M. Pilon :

a) Les intérêts ajoutés à la condamnation principale ne sont pas des intérêts moratoires, mais font partie intégrante de l'indemnité.

b) Cette indemnité (principal et intérêts), est la réparation totale du préjudice évalué au jour de la condamnation.

c) Le droit au montant de cette indemnité (principal et intérêts) n'existe que du jour où elle est allouée judiciairement.

Les autres jugements ayant un caractère déclaratif et fixant des créances correspondant à des droits nés et reconnus antérieurement, les intérêts de leurs condamnations sont intégralement soumis à l'impôt (14).

(14) Voir D. H. 1929, p. 331. Cass. Civ., 29 avril 1929. Voir également Cass. Req., 20 janvier 1930 et Inst. de la Régie, n° 4090 du 29 avril 1931, § 9.

En l'absence de fixation du point de départ, l'intérêt stipulé commence à courir, pour les prêts, du jour où les fonds ont été versés à l'emprunteur, et en cas de vente à terme, du jour de l'entrée en jouissance (15).

Si la convention ne comporte aucune stipulation d'intérêts, il n'en sera pas dû, en effet, en l'absence de stipulation expresse le prêt est présumé être gratuit (16). Notre Code, encore sensible aux traditions de l'ancien droit, considère qu'en principe, le prêt est fait sans intérêt. Du reste, les prêts gratuits sont fréquents, soit qu'ils correspondent à des services rendus, soit que leur apparente gratuité serve à éviter l'impôt sur les intérêts (17). Dans ce cas l'Administration se réserve la faculté de prouver la fraude.

Le prêt gratuit ne devient pas productif d'intérêt par la seule arrivée du terme pour lequel il était consenti, c'est ainsi qu'une créance stipulée exigible le 1^{er} janvier 1932 sans qu'il soit convenu d'intérêt ne deviendra pas productive d'intérêt à compte du 1^{er} janvier 1932 si elle n'a pas été remboursée à cette date, c'est l'application de l'adage

(15) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Traité de Droit civil*, Ed. 1907, t. 23, n° 922.

(16) Même ouvrage, n° 902.

(17) La fraude consiste de la part du créancier, à se faire reconnaître une créance de 10.000 francs par exemple, alors qu'il n'a remis que 9.000 francs au débiteur, la différence tient lieu d'intérêts et échappe à l'impôt ; cette fraude pratiquée autrefois pour tourner la prohibition du prêt à intérêt ou la limitation du taux est très difficile à établir.

« Dies non interpellat pro homine » (18). Comme nous le verrons plus loin, pour faire courir les intérêts, il faut mettre le débiteur en demeure.

Cependant la loi a apporté quelques exceptions à ce principe et a prévu quelques cas dans lesquels les intérêts courent de plein droit à partir des dates qu'elle a fixées (19).

En dehors de ces cas particuliers, il est nécessaire de mettre en demeure le débiteur dont la dette est exigible, au moyen soit d'une sommation de payer, soit d'une demande en justice ou d'un commandement, ou d'obtenir du débiteur une déclaration établissant qu'il a été mis en demeure à moins, bien entendu, que conformément à l'article 1139 du Code civil, il ne soit convenu que, par la seule échéance du terme, le débiteur sera en demeure.

En matière commerciale la mise en demeure n'est soumise à aucune forme.

Les intérêts moratoires courent alors à compter de la date de la mise en demeure, à moins que, par la suite, le créancier ne renonce au bénéfice de

(18) Cependant si la convention portait que le prêt est fait jusqu'au 1^{er} janvier 1932 « sans intérêt jusque-là », les intérêts seraient dus à partir de cette date. C'est du moins l'avis qui a prévalu en doctrine et en jurisprudence. Cf. BAUDRY et WAHL, *op. cit.*, n° 903 ; GUILLOUARD, *Du prêt*, 2^e édition, n° 126 et DALLOZ, *Rép. prat.* « Prêt », n° 174 ; c'est alors une mise en demeure conventionnelle opérée à l'avance.

(19) PLANIOL, *op. cit.*, t. II, 1923, p. 99, — art. 474 du C. civ., al. 1^{er} pour le reliquat dû par le tuteur, — art. 1652 pour le prix de vente d'une chose frugifère, etc...

son action, ce qui résulterait d'un abandon de l'instance ou d'un renouvellement pur et simple du prêt gratuit.

§ III. — ARRÊT DU COURS DES INTÉRÊTS.

Les intérêts courent normalement jusqu'à l'extinction de la créance qui les produit. Cependant ils peuvent également dans certains cas, être arrêtés sans qu'il soit porté atteinte à la créance elle-même.

1^o *Événements qui peuvent entraîner l'extinction des créances (20).*

Le plus souvent les créances s'éteignent par le paiement, c'est-à-dire par le remboursement, auquel il faut assimiler les offres réelles à compter de la consignation et la dation en paiement.

La novation et la délégation parfaite font également disparaître la créance ou les créances antérieures en donnant naissance à une créance nouvelle (21).

Les créances s'éteignent également :

Par la compensation légale amiable ou judiciaire

(20) Cf. PLANIOL, *op. cit.*, p. 142 et suiv.

(21) Cependant dans une réponse écrite (*J. O.*, 23 octobre 1929) le Ministre des Finances a décidé que l'impôt était dû à la fois sur les intérêts de la créance du délégataire contre le délégant et sur ceux de la créance du délégant contre le délégué. Cette solution n'est soutenable qu'à condition qu'il s'agisse d'une délégation imparfaite. Remarquons au surplus que la délégation parfaite ne se rencontre presque jamais dans la pratique. Cf. PLANIOL, *op. cit.*, p. 185 et suiv.

qui a pour effet de supprimer les deux créances compensées à concurrence de la plus faible et à compter du jour où la compensation a pu s'opérer, soit que toutes les conditions se soient trouvées réunies, soit qu'elle résulte d'une convention des parties (22) qui peuvent faire remonter les effets de la compensation au jour de la co-existence des deux dettes, même si la compensation n'a été reconnue que par la suite.

Par la confusion qui consiste dans la réunion dans une même personne des qualités de créancier et de débiteur ou plutôt dans l'abolition d'un lieu de droit qui ne peut exister qu'en relation avec un titulaire et un obligé distincts. C'est ce qui se produit lorsqu'un créancier laisse pour héritier son débiteur, la créance étant éteinte à compter du jour du décès du créancier. Si l'attribution de la créance à l'héritier débiteur résultait d'un acte de partage, la date de la confusion serait celle fixée pour la jouissance divise (23).

Enfin par la remise de dette par le créancier au débiteur.

Pour éclairer l'application de ces principes nous allons prendre quelques exemples.

1^{er} EXEMPLE. — Supposons que dans un partage entre trois enfants héritiers chacun pour un tiers,

(22) Sur les conditions de la compensation, voir PLANIOL, *op. cit.*, p. 189 et suiv.

(23) Les intérêts dus avant la confusion et attribués ensuite par confusion au débiteur ne doivent pas être imposés; voir ci-après, p. 92.

il soit ajouté aux droits de l'un d'eux un legs particulier d'une somme d'argent à lui fait par son père *de cujus* avec les intérêts depuis le décès sur la totalité de ce legs. Le receveur serait-il fondé à réclamer l'impôt sur ces intérêts et surtout sur la totalité de ces intérêts ?

Appliquons les règles de la confusion : à concurrence de ses droits dans la succession, soit d'un tiers, l'héritier était à la fois créancier et débiteur envers lui-même du montant du legs, la créance n'a donc pu exister que pour les deux autres tiers et c'est sur eux que doivent se calculer les intérêts imposables.

2^e EXEMPLE. — Si l'on suppose qu'un héritier créancier d'un legs est débiteur envers la succession d'un rapport de dot supérieur au legs, l'impôt serait-il dû sur les intérêts du legs ?

Appliquons la règle de la compensation.

Si le partage a respecté les règles de la compensation qui s'opérait au jour du décès entre le rapport de dot dû par l'héritier et le legs qui lui était dû (si toutefois les conditions de la compensation étaient réunis, c'est-à-dire s'il s'agissait du rapport d'une dot mobilière) l'impôt n'est pas dû (24) à concurrence du montant des intérêts qu'auraient produit le legs.

(24) Il serait bon dans ce cas de constater la compensation dans une observation préliminaire. L'excédent du rapport de dot sur le legs apparaîtra alors seul à la masse active de succession et produira seul des intérêts jusqu'au jour de la jouissance divise, et le legs ne figurera plus au passif.

Mais si le partage a tenu compte des intérêts produits par le rapport de dot et par le legs et, à plus forte raison, si la dot rapportée a été attribuée par confusion à l'héritier rapporteur, les parties ont renoncé à la compensation et l'impôt est dû sur la portion des intérêts du legs pour laquelle il n'y a pas eu confusion, comme nous venons de le voir dans l'exemple précédent (25).

3° EXEMPLE. — Soit une vente moyennant 100.000 francs à un créancier du vendeur dont la créance s'élève à 150.000 francs.

Le prix de vente et la créance se compenseront (si toutes les conditions requises sont réunies) à concurrence de 100.000 francs, ou plutôt on peut dire qu'il y aura dation en paiement, le prix de vente ne produira donc jamais d'intérêts, et à compter de la vente, la créance de l'acquéreur n'en produira plus que pour les 50.000 francs restant dus.

2° *Événements qui arrêtent le cours des intérêts sans qu'il y ait extinction de la créance.*

Nous venons de voir comment le cours des intérêts était arrêté par voie de conséquence, c'est-à-dire par suite de l'extinction de la créance, examinons maintenant les cas dans lesquels les inté-

(25) Les intérêts du rapport de dot sont exempts d'impôt s'ils sont attribués par confusion à l'héritier rapporteur, ainsi que nous le verrons p. 92.

rêts peuvent être supprimés ou modifiés sans que la créance soit atteinte.

Les intérêts cessent de courir :

1° Lorsque le créancier en fait remise à son débiteur à partir de la date fixée dans la convention jusqu'à celle fixée, s'il y a lieu, pour la reprise du cours des intérêts.

2° A partir de la déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire, mais à l'égard de la masse seulement et sauf ce qui concerne les créances privilégiées.

Les intérêts cesseraient-ils d'être dus si dans un contrat ils n'étaient stipulés que pour jusqu'à la date fixée pour l'exigibilité du capital prêté ?

Bien que les avis soient partagés (26), il nous semble, avec l'opinion dominante (27), que les intérêts doivent continuer à courir, le prêt étant expressément consenti moyennant intérêt, sans qu'il résulte d'une rédaction défectueuse qu'il deviendrait gratuit dans l'avenir, et une stipulation expresse serait nécessaire pour que l'arrêt des intérêts se produisît.

3° Enfin le débiteur peut cesser le service des intérêts.

C'est là une situation de fait dont la prolongation peut conduire à la prescription.

(26) BAUDRY et WAHL, *op. cit.*, n° 904, pour qui le prêteur n'aurait que le droit de faire courir les intérêts moratoires en formant contre l'emprunteur une demande en justice.

(27) *Journal des Conservateurs*, 1927, art. 9797.

(28) WAHL, *op. cit.*, p. 930 et suiv., et BAUDRY et WAHL, *op. cit.*, n° 923.

La prescription ne se produit que si le débiteur l'invoque et si les intérêts sont échus depuis plus de cinq ans sans qu'elle ait été interrompue.

**SECTION II. — Créances, dépôts
et cautionnements
dont les revenus sont imposés.**

Ici encore le législateur a entendu ne rien exclure de sa définition et, à part la grande exception qu'il a faite en faveur des opérations commerciales et quelques exceptions de détail que nous verrons plus loin, il assujettit toutes les créances, les dépôts de sommes d'argent et les cautionnements en numéraire quelle que soit leur nature et quel que soit le titre dont ils résultent (29).

§ I. — CRÉANCES.

Définition des créances.

On appelle créance, l'obligation active considérée comme un droit; elle consiste dans un lien

(29) Loi du 31 juillet 1917, article 38 :

« L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers établi par les articles 31 et suivants de la loi du 29 mars 1914 et dont le taux a été modifié par l'article 11 de la loi du 30 décembre 1916 s'applique aux intérêts, arrérages et tous autres produits :

« 1^o des créances hypothécaires privilégiées et chirographaires à l'exclusion de toute opération commerciale ne présentant pas le caractère juridique d'un prêt.

« 2^o des dépôts de sommes d'argent à vue ou à échéance fixe, quel que soit le dépositaire et quelle que soit l'affectation du dépôt.

« 3^o des cautionnements en numéraire ».

de droit en vertu duquel une personne appelée créancier peut contraindre une autre personne appelée débiteur à lui donner quelque chose ou à ne pas faire quelque chose.

Les créances dont il s'agit sont les créances de toutes choses pouvant faire l'objet d'un prêt de consommation, c'est-à-dire les sommes d'argent et les choses fongibles entre elles et consommables par le premier usage (30-31).

En effet, elles ont toutes la même nature et le même résultat; elles consistent à laisser à la disposition de l'emprunteur, ou bien certains produits qu'ils pourra vendre aussitôt, se procurant ainsi une somme d'argent, ou consommer lui-même et transformer (blé, métaux, titres de bourse) ou bien une somme d'argent avec laquelle il pourra se procurer les produits dont il a besoin. Le jour du remboursement le débiteur devra rendre au créancier une même quantité de produits identiques à ceux qui lui ont été prêtés.

Lorsqu'il n'est pas permis à l'emprunteur de disposer de la chose prêtée, de la détruire et de la vendre, on n'est plus en présence d'un prêt de consommation mais d'un louage d'objets; dans ce cas la prestation périodique revenant au propriétaire n'est plus un intérêt mais un loyer ne rentrant pas dans le cadre de l'impôt sur le revenu des créances.

(30) Cf. PLANIOL, *op. cit.*, t. II, p. 673 et suiv.

(31) Cf. Rép. Min. Fin. J. O., 13 février 1921. Sén. Déb., p. 122, cité par J. C., n° 10289.

Les créances de choses fongibles autres que l'argent sont rares en dehors des Bourses de commerce et de valeurs où elles constituent d'ailleurs le report exempt d'impôt; elles ne sortent de ce domaine pour se répandre dans le public que dans les périodes de troubles monétaires (par exemple : fermages calculés en sacs de blé). Aussi n'en ferons-nous plus état dans cette étude, les règles fiscales de créances de sommes d'argent s'appliquant d'ailleurs à elles sans aucune modification. Il suffira d'avoir rappelé le caractère général de l'expression de la loi.

Créances dont les revenus sont imposés.

La règle étant que les intérêts de toutes les créances sont imposés, signalons seulement dans une rapide énumération les rapports juridiques qu'il faut regarder comme constituant des créances et dont par suite les intérêts sont assujettis à la taxe :

Ce sont :

Les prêts de sommes d'argent, résultant d'actes notariés ou non, garantis par une constitution d'hypothèque, ou de nantissement, ou par un privilège, ou simplement chirographaires.

Les prix de vente à terme d'immeubles, de droits mobiliers ou immobiliers ou de fonds de commerce, les soultes d'échange ou de partage.

Les avances sur titres.

Les billets simples non négociables et reconnaissances de dette même entre commerçants, à moins qu'ils ne soient causés « valeurs reçues en marchandises » et ne soient la conséquence d'opérations commerciales.

Les effets de commerce causés valeurs reçues en espèces.

Les condamnations prononcées par les tribunaux et formant le titre d'une créance civile ou d'une créance commerciale présentant le caractère juridique d'un prêt, y compris les condamnations prononcées contre l'Etat (32), sous réserve de la jurisprudence relative aux condamnations délictuelles et quasi-délictuelles qui fixe le point de départ des intérêts soumis à l'impôt au jour du jugement (33).

Les dots, une fois constituées; elles ont le caractère de créances des enfants dotés vis-à-vis des donateurs.

Les rentes perpétuelles autres que celles sur l'Etat, comme constituant des créances dont le capital n'est pas exigible (34).

Les indemnités d'expropriation ou de réquisition (35).

Les legs, qui sont dettes de la succession vis-à-vis des légataires.

(32) V. Cass. civ., 19 avril 1929. D. H. 1929, p. 331.

(33) V. plus haut, p. 36.

(34) Rép. Min. Fin. J. O., 13 février 1929. Sén. Déb., p. 122.

(35) Cass. civ., 29 avril 1929. D. H. 1929, p. 331 et Inst. de la régie, n° 4056, § 20.

Les ouvertures de crédit même faites sous le nom ou sous la forme de compte courant.

Les reprises de la femme renonçant à la communauté (36) devenue par la suite simple créancière de la communauté, mais les reprises du mari et celles de la femme acceptante ne constituent pas des créances; dans ces deux derniers cas en effet les conjoints opèrent simplement des prélèvements dans une masse de biens dont ils sont co-propriétaires.

Par contre, il n'y a pas de créance à l'origine :

Des bénéfices de report, des pensions alimentaires, des rentes viagères.

Ces produits ne peuvent donc pas fournir matière à la perception de l'impôt, sans qu'il y ait en cela exception au principe de la taxation, mais simplement par application du principe.

Opérations commerciales.

La loi de 1917 a formellement exempté « les opérations commerciales ne présentant pas le caractère juridique d'un prêt », ou plutôt : les intérêts des créances qui sans présenter le caractère juridique d'un prêt résultent d'opérations commerciales.

Que faut-il comprendre dans cette exonération?

Doit-on se reporter aux règles du droit privé, et faire rentrer dans les « opérations commerciales »

(36) Sol., 27 avril 1922. Inst., 3786, § 24.

tout ce qui est considéré comme « acte de commerce » par le droit commercial? et inversement uniquement ce qu'il considère comme tel (37).

L'expression « Opérations commerciales » ne constitue pas en elle-même une définition, il devrait donc être fait application des principes du droit privé. La seule donnée que celui-ci nous fournisse est l'énumération contenue dans le Code commercial. Bien qu'elle soit incomplète, elle devrait en l'absence de toutes autres précisions de la loi fiscale, constituer pour le fisc le critérium des opérations commerciales.

L'achat et la vente d'un fonds de commerce sont considérés comme des actes de commerce, les intérêts du prix de vente payables à terme devraient donc être exempts d'impôts.

Certains actes sont mixtes, commerciaux pour l'un des contractants, ils ne le sont pas pour l'autre, la créance en résultant devrait être soumise à l'impôt lorsque son titulaire est celle des parties à l'égard de laquelle l'acte n'a pas le caractère d'acte de commerce.

L'administration prétendait jusqu'à une époque toute récente, donner une définition particulière et restrictive des mots « Opérations commerciales », définition tirée des commentaires fournis lors de la discussion de la loi, et, il faut bien le reconnaître, définition conforme à la logique.

(37) Cf. WAHL, *op. cit.*, p. 14 et suiv. ; LYON-CAEN et RE-NAULT, *Traité de droit commercial*, t. I, éd. 1921, p. 106 et suiv.

Dans une réponse à une question écrite du 2 juillet 1927 (38) le Ministre des Finances a précisé que : « L'exception formulée par l'article 38 de la loi du 31 juillet 1917 en ce qui concerne toute opération commerciale ne présentant pas le caractère juridique d'un prêt, vise seulement les opérations de crédit commercial, c'est-à-dire les opérations qui, sans constituer des prêts, présentent le double caractère d'avoir leur cause directe et exclusive dans l'exercice même du commerce et d'être des opérations de crédit. »

Aux termes de cette définition les seules créances exemptes de l'impôt seraient celles résultant au profit d'un commerçant du crédit accordé à ses clients pour les ventes ou fournitures relatives à son commerce.

Ainsi limitée, l'exemption d'impôt correspond à l'intention du législateur qui avait eu pour but de ne pas entraver les opérations du crédit commercial quotidien, qui d'ailleurs ne constituent pas des sources de revenu spéciales qu'on doive imposer en elles-mêmes, l'intérêt produit par le crédit commercial n'étant qu'un accessoire des opérations dont l'ensemble est destiné à produire les bénéfices commerciaux qui sont taxés à une cédule particulière.

La doctrine administrative conduisait donc à soumettre à l'impôt :

(38) Cf. J. C., n° 9935.

1° Les créances qui n'ont pas leur « source directe et exclusive dans l'exercice même du commerce ».

Et par exemple seraient passibles de l'impôt les intérêts dus par les membres de sociétés pour retard à libérer leurs actions.

2° Celles qui ne sont pas des « opérations de crédit commercial ».

C'est ainsi que la réponse ministérielle citée plus haut du 2 juillet 1927 se terminait ainsi : « qu'elle ait ou non pour origine une opération se rattachant directement à l'exercice même du commerce, l'allocation en justice d'intérêts légaux est exclusive de toute idée de crédit » (39).

Il en résultait surtout qu'il fallait acquitter l'impôt sur les intérêts des prix de ventes de fonds de commerce, car par cette interprétation d'un caractère général, l'administration visait surtout à justifier la prétention très particulière qu'elle avait émise, de percevoir l'impôt sur les intérêts des prix de ventes de fonds de commerce bien qu'il fût nettement établi que la vente d'un fonds de commerce est une opération commerciale.

La thèse de la régie a été repoussée par certains tribunaux d'abord, puis par la Cour de cassation, ainsi qu'il résulte de l'arrêt du 7 mars 1928 rendu précisément à l'occasion des intérêts sur prix de

(39) Dans le même sens : Rép. Min. Fin. *J. O.*, 25 mai 1927. Sénat Déb., p. 495, cité par *J. C.*, n° 10164.

Lettre du Min. des Finan. à M. QUIENNEC du 27 juillet 1928, citée par *J. C.*, n° 10265.

vente de fonds de commerce et où il est dit notamment (40) :

« Attendu que le texte de l'article 38 de la loi du 31 juillet 1927 dispose expressément que les intérêts des créances hypothécaires, privilégiées et chirographaires sont assujettis à l'impôt à l'exception de toutes opérations commerciales ne présentant pas le caractère juridique d'un prêt. »

« Attendu que cette disposition d'une loi fiscale qui offre un sens clair et précis ne peut pas être arbitrairement restreinte aux opérations de crédit commercial, que la restriction formulée par le texte prérappelé relativement au seul contrat de prêt fait encore ressortir la généralité de l'exemption de taxe accordée au profit de toutes autres créances nées d'opérations commerciales. »

L'administration s'est inclinée devant cette réfutation.

Aux termes de son instruction n° 4056 § 19 du 4 avril 1930 elle a reconnu que « l'exemption de la taxe prévue par l'article 38 de la loi du 31 juillet 1917 relativement au produit des opérations commerciales, ne présentant pas le caractère juridique d'un prêt, ne sera plus limitée aux produits d'opérations de crédit commercial, elle devra profiter d'une manière générale aux revenus de toutes créances résultant d'opérations commerciales ne présentant le caractère ni d'un prêt ni d'une vente de fonds de commerce. Ces revenus

(40) D. H. 1928, p. 271.

sont seulement retenus pour la détermination des bénéfices imposables à la contribution sur les bénéfices industriels et commerciaux au titre de l'article 2 de la loi du 31 juillet 1917 ».

« Pour l'application de cette règle il ne sera plus fait de distinction entre le cas où l'attribution des intérêts résulte de clauses contractuelles et celui où elle procède d'une décision juridique. Dans ce dernier cas, en effet, la décision de justice ne saurait avoir pour conséquence de modifier la nature de la créance ».

« La même règle sera appliquée en principe aux revenus des créances se rattachant à l'exécution des contrats administratifs de droit public toutes les fois qu'au regard du débiteur de l'impôt ces revenus présenteront pratiquement le caractère commercial et seront, en raison de ce caractère, susceptibles d'être cotisés à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux. »

Il est sans difficulté que ce mode d'imputation devra être suivi notamment pour les intérêts des créances procédant de marchés administratifs de travaux de fournitures lorsque ces marchés constitueront sans le moindre doute des actes de commerce de la part des particuliers ou de collectivités privées qui auront traité avec l'Etat, les départements, les communes ou les établissements publics.

On peut donc aujourd'hui considérer comme affranchis de l'impôt :

1° Les intérêts résultant d'opérations de crédit commercial et notamment :

Les intérêts des effets de commerce (qui sont censés représenter une opération commerciale) à moins qu'ils ne soient causés « valeur reçue en espèces » ce qui ferait tomber la présomption qui les abrite.

Les intérêts des billets à ordre causés « valeur reçue en marchandises » ou « valeur reçue en compte ».

Ainsi reparaît l'utilité de la mention de la cause dans les effets de commerce qui n'est plus nécessaire depuis la loi du 8 février 1922.

Les intérêts des billets simples non négociables correspondant à une opération commerciale et libellés « valeur reçue en marchandises » ou « valeur reçue en compte ».

2° Les intérêts alloués par les Tribunaux comme accessoires de condamnations principales formant le titre de créances commerciales ne présentant pas le caractère juridique d'un prêt.

3° Les intérêts résultant d'accords amiables sur des créances résultant d'opérations commerciales à condition que ces accords n'aient pas fait dégénérer les créances commerciales en de véritables prêts.

4° Les intérêts dus par les associés sur le montant non versé de leurs apports (41).

(41) Sol. du 3 juillet 1929. Inst. de la Régie, n° 4090, § 10 du 29 avril 1931.

5° Les intérêts des créances résultant de marché de travaux ou de fournitures.

*Prix de vente de fonds de commerce ou d'éléments
de fonds de commerce.*

Quant aux intérêts produits par les prix de vente de fonds de commerce que l'arrêt de la Cour de Cassation que nous avons rapporté avait déclaré exempts d'impôt, ils sont aujourd'hui frappés en vertu de l'article 81 de la loi du 13 juillet 1925, que l'administration a fait voter dès les premières décisions condamnant son interprétation.

Cet article intentionnellement libellé : « l'inscription de privilège prise pour la garantie du prix de vente d'un fonds de commerce ne pourra être radiée que s'il est justifié que l'impôt édicté par l'article 38 de la loi du 31 juillet 1918 a été acquitté sur les intérêts de ce prix », devait avoir d'après l'administration un caractère interprétatif.

La Cour de Cassation dans son même arrêt du 7 mars 1928 a également rejeté cette manière de voir.

La régie a alors fait adopter la loi du 11 juillet 1928 qui décide que la loi du 13 juillet 1925 a un caractère interprétatif.

De sorte qu'aujourd'hui il est définitivement acquis que les intérêts des prix de vente de fonds de commerce sont passibles de l'impôt en vertu de la loi de 1917.

Les prix de vente d'éléments distincts de fonds de commerce dont on ne peut pas dire qu'ils constituent à eux seuls un fonds de commerce prévu par la loi de 1925 sont exempts d'impôt.

L'achat de l'ensemble des marchandises dépendant d'un fonds de commerce est exempt à condition que cette cession soit indépendante de celle du fonds (42).

Il doit en être de même en cas de cession du matériel et du mobilier commercial, ou des brevets et marques de fabrique.

Pour clore cette question des opérations commerciales rappelons que toutes les opérations qui ont pour cause un prêt même fait entre commerçants pour les besoins du commerce de l'emprunteur sont assujettis à l'impôt.

Ce sont : Les billets simples non négociables à moins qu'ils ne correspondent à une autre opération commerciale et ne soient libellés « valeur reçue en marchandises », les billets à ordre libellés « valeur reçue en espèces ».

Les avances sur titre, les ouvertures de crédit même si elles sont qualifiées comptes courants.

Les emprunts que les commerçants contractent et ceux qu'ils consentent à titre civil en dehors de leur commerce par acte notarié ou sous-seings privés.

(42) Rép. Min. Finan. *J. O.*, 31 août 1928. Ch. Déb., p. 2484, col. 1, cité par *J. C.*, art. 10297.

§ II. — DÉPÔTS.

Les dépôts qui sont par leur nature des créances font cependant dans la loi l'objet d'un paragraphe spécial. Nous allons les définir et montrer les motifs de cette mention particulière.

En droit civil on distingue (43) le dépôt proprement dit : contrat par lequel le déposant donne une chose à garder au dépositaire qui s'en charge gratuitement ou moyennant salaire et s'oblige de le rendre lorsqu'il en sera requis.

Et le dépôt irrégulier dans lequel le dépositaire au lieu d'être obligé de restituer identiquement la chose qu'il a reçue est tenu seulement de rendre des choses de même espèce en même qualité. Le dépôt peut encore être gratuit mais il comporte le plus souvent un intérêt assez faible servi par le dépositaire au déposant.

C'est de ce dernier seul que nous avons à nous occuper.

On voit qu'il présente tous les caractères apparents du prêt à intérêts.

La seule distinction en effet que l'on puisse faire entre le prêt et le dépôt est d'ordre subjectif. Le but du prêt est, pour le prêteur de se procurer un revenu, et pour l'emprunteur de se procurer des fonds pendant un certain délai. Le but du dépôt est au contraire pour le déposant de se décharger

(43) Cf. PLANIOL, *op. cit.*, p. 713.

de la garde de ses fonds et accessoirement d'en retirer un intérêt, et pour le dépositaire sans doute de se procurer des fonds mais sans avoir la garantie de durée qui est conférée à l'emprunteur dans le prêt.

De cette analyse de l'intention des parties on a pu déduire que les caractéristiques du dépôt sont :

1° Que l'intérêt servi au déposant soit faible.

2° Que le dépôt soit remboursable à vue ou à une échéance rapprochée.

Décider ensuite si les conventions des parties constituent un prêt ou un dépôt est une question d'espèce à l'occasion de laquelle on peut évoquer toutes les circonstances de nature à faire présumer le caractère véritable de l'opération.

C'est ainsi que le caractère de l'établissement dépositaire, ou l'emploi donné aux fonds peuvent rendre vraisemblable l'existence d'un dépôt plutôt que d'un prêt.

Cette distinction a été précisée à l'occasion de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières avant que l'impôt sur le revenu des créances existât et alors que les emprunts et obligations de sociétés étaient seuls frappés par opposition aux dépôts dont les sociétés pouvaient être débitrices et qui étaient exempts.

Aujourd'hui cette distinction a conservé son intérêt du fait :

1° Que la loi n'a imposé que les dépôts de sommes d'argent à vue et à échéance fixe, donnant ainsi un

caractère plus étroit au principe de la taxation qu'en matière de créance.

2° Que les dépôts faits dans des sociétés étrangères sont frappés à la taxe sur le revenu des créances et non à l'impôt sur le revenu des valeurs étrangères.

Il y a lieu de considérer comme des dépôts soumis à la taxe :

1° Les dépôts de sommes d'argent, à vue, à préavis ou à échéance fixe effectués dans les banques ou dans les mains de particuliers quelconques.

2° Les comptes courants (44) sous réserve de ce qui sera dit page 70 au sujet des commerçants.

3° Les dépôts effectués dans la Caisse sociale par un associé dans une société en nom collectif, à moins qu'il ne soit prévu que ces dépôts constitueraient de nouveaux apports dont la rémunération rentrerait dans les bénéfices commerciaux de l'entreprise ou par un commanditaire dans une société en commandite, ou par les membres ou gérants dans les sociétés à responsabilité limitée (45).

A ce sujet il a souvent paru délicat de distinguer si certaines sommes appartenant à des membres

(44) Mais seulement depuis la loi du 30 décembre 1928 dont l'article 29 a supprimé l'exemption totale primitivement faite en leur faveur.

(45) Rép. Min. Fin. *J. O.*, 9 novembre 1927. Ch. Déb., p. 2389. Si le dépôt à la Société avait le caractère d'un véritable prêt, l'impôt serait dû au titre de la loi du 29 juin 1872 qui frappe les intérêts des emprunts des Sociétés mais ne vise pas les dépôts qu'elles reçoivent.

de sociétés à responsabilité limitée ou en nom collectif constituaient des dépôts dans la caisse sociale, assujettis à l'impôt sur le revenu des créances ou de nouveaux apports.

La régie, par une solution du 22 février 1928 n° 3839 paragraphe 22, a en principe décidé de taxer les intérêts alloués aux dépôts des membres de sociétés en nom collectif à l'impôt sur le revenu des créances, à moins qu'il ne soit incontestablement établi qu'ils constituent des suppléments d'apport.

Ces intérêts sont alors défalqués des bénéfices de la société pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

4° Les dépôts effectués à la Caisse des dépôts et consignations ou au Trésor à condition qu'ils constituent des dépôts libres.

5° Les dépôts faits aux termes d'un bail avec promesse de vente par le locataire aux mains du bailleur pour servir de dédit en cas de non réalisation de la promesse et valoir comme acompte sur le prix en cas de réalisation.

Dépôts libres et dépôts forcés.

En effet la loi n'a frappé que les dépôts à vue et à échéance fixe, voulant exclure les dépôts dont le retrait n'est pas librement permis au déposant. La caisse des dépôts et consignations a elle-même précisé le sens de cette limitation dans une ins-

truction dont il résulte qu'on doit considérer comme dépôt libre :

° D'abord tous ceux qui sont faits à la Caisse des Dépôts et Consignations par de simples particuliers sans que rien ne les y oblige.

Ensuite ceux qui sont faits par les officiers ministériels et spécialement les notaires, en vertu du décret du 30 janvier 1890.

Mais qu'on doit exempter de l'impôt les dépôts faits dans les cas suivants :

1° Les dépôts versés par les locataires à titre de loyers d'avance, en vertu de la loi du 1^{er} avril 1926.

2° Offres réelles. Lorsqu'un créancier refuse de recevoir le paiement que son débiteur veut lui faire, celui-ci lui fait des offres réelles puis dépose les fonds à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Cette somme devient productive d'intérêts au taux de 1 %.

Lorsque cette consignation est acceptée par le créancier ou validée, si le retrait est fait par le consignateur des fonds le caractère de dépôt forcé disparaît, les fonds sont censés avoir toujours été en dépôt à vue et l'intérêt servi par la caisse est imposable.

Au contraire si le retrait est fait par le créancier auquel les offres étaient faites ou par le créancier et le débiteur conjointement, il n'est dû aucun impôt.

3° Vente d'immeubles.

Lorsque en vertu de l'article 2186 du Code civil l'acquéreur a consigné, les intérêts servis à son dépôt sont frappés par l'impôt s'il retire lui-même la consignation, car il est censé avoir fait un dépôt pur et simple.

Si au contraire les fonds sont répartis entre les créanciers ou retirés par le vendeur, les intérêts servis par la Caisse sont payés nets d'impôt.

Dans toutes ces hypothèses les intérêts compris dans les sommes consignées supportent l'impôt conformément à la règle générale et la Caisse des Dépôts et Consignations veille elle-même à cette perception.

4° Fonds des communes et établissements publics.

Les dépôts faits au Trésor par les Communes et établissements publics sont exempts d'impôt comme ne constituant pas de dépôts libres, les collectivités sont en effet obligées de verser leurs fonds au Trésor et ne peuvent les retirer qu'en justifiant de dépenses régulières concordant avec chaque retrait.

§ III. — CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

La loi vise tous les cautionnements en numéraire sans faire aucune distinction par conséquent, quelle que soit la personne qui reçoit ou donne le cautionnement, quelle qu'en soit l'opération ou l'activité qu'il doit couvrir, c'est-à-dire aussi bien les cau-

tionnements des fonctionnaires ou officiers ministériels vis-à-vis de l'Etat, que ceux qui sont fournis pour l'existence de contrats ou pour remplir certaines fonctions dans des entreprises privées.

Mais il résulte des termes de la loi que les cautionnements en valeurs ou en rentes ou par constitution d'hypothèque ne sont soumis à aucun impôt.

CHAPITRE QUATRIEME

LES EXEMPTIONS

La loi de 1917 et surtout les lois postérieures ont apporté au principe dont nous venons de voir l'application diverses exceptions :

Nous avons déjà à raison de leur importance et de leur incorporation même dans l'article 38, examiné celles concernant les opérations commerciales et les dépôts forcés.

Nous allons maintenant passer en revue toutes les exemptions particulières qui ont été accordées à certaines créances ou à certains dépôts, bien qu'ils constituent des opérations en tous points semblables à celles qui sont taxées.

La raison d'être de ces exceptions résultant de la qualité soit du créancier, soit du débiteur, nous rangerons tous ces cas particuliers sous deux rubriques.

§ I. — EXEMPTIONS RELATIVES

A LA QUALITÉ DU CRÉANCIER.

1° Créancier demeurant à l'étranger.

En vertu de l'article 52 de la loi du 25 juin 1920 l'impôt n'est dû que si le créancier a son domicile

ou sa résidence habituelle en France, ou y possède un établissement industriel ou commercial dont dépend la créance.

Les agents diplomatiques (mais non les consuls) par suite de l'exterritorialité dont ils jouissent, n'ont pas à supporter l'impôt.

Il n'y a pas lieu de tenir compte de la nationalité du créancier, un Français demeurant à l'étranger n'a pas à payer l'impôt sur les intérêts de ses créances, mais un étranger demeurant en France y est assujéti.

Il n'y a pas lieu non plus de tenir compte du lieu où a été contracté la dette ou du lieu où sont situés les biens servant à en garantir le remboursement.

Seul le domicile ou la résidence du créancier doit être pris en considération.

Il est justifié vis-à-vis du fisc de ce domicile ou de cette résidence à l'étranger au moyen de certificats délivrés par les consuls de France.

2° Succursales à l'étranger de Sociétés françaises.

L'application de cette exception a soulevé des difficultés au sujet des sociétés françaises possédant à l'étranger des succursales auxquelles sont rattachées des créances et inversement à propos des sociétés étrangères ayant en France des succursales dont dépendent les créances.

Il est admis en effet par la jurisprudence, et

pour les besoins de la pratique, que les succursales des sociétés peuvent constituer des domiciles distincts du siège social. Cette notion appliquée aux questions de compétence *ratione personae* a donné à la jurisprudence dite des « gares principales » (1).

D'autre part, l'impôt sur les bénéfices commerciaux ne frappe pas les bénéfices que les entreprises retirent de leurs succursales à l'étranger.

Pouvait-on, dès lors, considérer comme exempts d'impôt les intérêts des créances des succursales étrangères de sociétés françaises en faisant état du domicile particulier de ces succursales, dans le cas du moins où les créances productives des revenus auraient représenté l'instrument de travail propre à ces succursales.

Cette question a été débattue entre le Crédit commercial de France et l'Enregistrement à l'occasion des créances et des valeurs étrangères dépendant de la succursale à Gênes de cet établissement et a fait l'objet d'un arrêt rendu par la Chambre civile le 11 février 1930, dans lequel la Cour de Cassation, sans s'arrêter aux considérations que nous venons d'exposer et bien que dans l'espèce la succursale étrangère eut un caractère aussi indépendant que possible de la société mère, a donné raison à la régie, motif pris que « la succursale étrangère n'était que l'intermédiaire dont se servait la société française pour encaisser les

1. Cf. GARSONNET et CÉSAR BRU, *Précis de procédure civile*, 1923, p. 180.

coupons de valeurs étrangères et les intérêts des créances étrangères, et que notamment par l'incorporation poste pour poste du bilan de la succursale de Gênes dans celui de l'établissement parisien, ce dernier prend à son compte les profits et les pertes de la succursale italienne; que l'encaissement des coupons et des intérêts étant fait en réalité au domicile en France de la Société du Crédit Commercial, donne ouverture à la taxe ».

Il serait donc vain de discuter cet arrêt qui fait une exacte application des notions du droit privé, la jurisprudence relative aux domiciles des succursales n'a pas eu en effet pour résultat de rompre l'unité des sociétés, son objet est d'ailleurs restreint à des questions de compétence et n'a pas d'autre fondement que la volonté présumée des parties.

Il n'en résulte pas moins que cet arrêt a consacré une prétention fiscale désastreuse pour la vie des sociétés françaises à l'étranger dont les succursales sont écrasées par les doubles taxations.

Le seul moyen d'éviter les effets de cette jurisprudence est de constituer des filiales étrangères. Les sociétés françaises, en vertu de la loi du 31 juillet 1920 (2) confirmée par la loi du 31 juillet 1929, paient l'impôt sur le revenu des valeurs étrangères sur les dividendes de leurs filiales, mais obtiennent la déduction des sommes ainsi payées lors du paie-

(2) Telle que l'a interprété l'arrêt de cassation du 23 mars 1931. *Gaz. Palais*, 1931, I, p. 731.

ment de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur leurs propres bénéfices distribués à leurs actionnaires.

La jurisprudence de la Cour de Cassation serait encore confirmée, s'il en était besoin et si l'interprétation en matière fiscale pouvait se faire par analogie, par la loi du 13 juillet 1925 art. 77 qui a exempté de l'impôt sur les capitaux mobiliers les revenus des capitaux que les sociétés d'assurances françaises sont obligées de laisser à l'étranger en garantie de l'exercice de leur activité dans ces pays étrangers.

Par contre quelle solution doit-on appliquer aux revenus des succursales en France des sociétés étrangères.

Il n'a été jugé qu'une espèce. Dans son arrêt du 27 novembre 1923 (3) la Cour de Cassation a condamné la compagnie d'assurance The Gresham à payer l'impôt sur les revenus des valeurs et créances qu'elle possédait en France, en garantie de sa gestion par application de la loi du 17 mars 1905.

Mais cette espèce est trop particulière pour qu'il puisse en être tiré une conclusion générale applicable aux succursales de toutes les sociétés étrangères, au contraire il ressort de l'arrêt que hors le cas des dépôts de garantie prévus par la loi de 1905 les revenus des succursales de sociétés étrangères en France doivent être exempts d'impôt.

(3) Ch. Req. Sirey 1924.1.39.

Il y a lieu d'espérer que la situation fâcheuse dans laquelle se trouvent actuellement les sociétés françaises qui ont des succursales à l'étranger cessera bientôt. La Chambre a en effet adopté le 23 novembre 1931 un projet de loi exonérant de l'impôt les coupons et produits encaissés par leurs succursales à l'étranger. Ce même projet exempte également les produits des prêts consentis par les sociétés françaises à l'étranger qui émettent en représentation de ces prêts des obligations soumises à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

*Comptes courants des Commerçants, Industriels
Agriculteurs, Exploitations minières.*

Lors du vote de la loi du 31 juillet 1917, les intérêts des comptes courants avaient été formellement exemptés sans aucune distinction relative à la qualité du titulaire.

La loi du 30 décembre 1928 article 29, qui a supprimé l'exception primitivement admise en leur faveur n'a cependant frappé les intérêts qu'ils produisent que « dans tous ces cas où ils ne figurent pas dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale ou agricole ou d'une exploitation minière ». Pour préciser la portée de cette exception, il importe de définir le compte courant, car la première condition de l'exonération est qu'il s'agisse d'un véritable compte courant; si au contraire on se trouve en pré-

sence d'intérêts de comptes de dépôts simples ou d'ouverture de crédit, ils sont soumis dans tous les cas à la taxe de 18 % (mais ils sont alors déductibles des bénéfices commerciaux) (4).

La jurisprudence avait déjà déterminé la notion de compte courant au point de vue fiscal à propos de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (5).

Pour que les conventions des parties respectent les caractères juridiques du compte courant il est nécessaire :

1° Que toute remise cesse d'être la propriété du remettant pour être remplacée à son profit par un article de compte.

2° Qu'il y ait novation de la créance du remettant.

3° Que toutes les remises faites par chacune des parties forment un ensemble et se fondent dans le compte pour former un compte général; c'est l'indivisibilité du compte courant.

Au reste la détermination de la véritable nature du compte courant est une question d'espèces.

Conformément à cette jurisprudence, M. Deligne, commissaire du Gouvernement lors de la discussion de la loi de 1917, définissait le compte courant :

« Un contrat par lequel deux personnes prévoyant avoir à faire entre elles une série d'opérations, stipulent que les créances et les dettes réci-

(4) Rep. Min. Fin., 1^{er} octobre 1929. Ch. Déb., p. 2953.

(5) Cas. 3.12.19. D. P. 1903.1.601. Société de Dar et Bey et Compagnie algérienne contre Enregistrement.

proques à naître de ces opérations ne seront pas réglées séparément mais qu'elles figureront dans un compte unique où elles perdront leur individualité et seront remplacées par des inscriptions de crédit et de débit pour se résoudre, lors de la clôture du compte, par voie de compensation en un seul solde exigible », et il ajoutait : « par exemple le compte ouvert par un banquier sous la forme d'un compte courant servant uniquement à faire fonctionner une ouverture de crédit mais sans comporter réciprocité de remises, ne constitue pas un véritable compte courant (6) ».

Le caractère essentiel du compte courant est donc dans la réciprocité de remises.

C'est ainsi que le Tribunal d'Amiens (7) a pu dans un jugement du 3 juillet 1930 décider que les comptes courants ouverts par une société à ses administrateurs sont bien des comptes courants si l'on y relève au crédit les rémunérations revenant aux administrateurs en leur dite qualité ou comme actionnaires, obligataires, etc... et au débit le prix des marchandises livrées, ces diverses opérations constituent des remises.

Il est indifférent que les remises de la part de la Société aient été peu nombreuses, la simple possibilité de remises réciproques suffisant à caractériser le compte courant.

(6) Sénat, séance du 31 juillet 1917. *J. O.*, 1^{er} août 1917, p. 803-804.

(7) Cf. *Indicateur de l'enregistrement*, juillet 1931, article 1674.

Mais ce n'est le cas ni des comptes courants servant à faire jouer des ouvertures de crédit, ni des comptes courants en banque qui constituent de véritables comptes de dépôt.

Dans son instruction du 2 janvier 1929, n° 4020 paragraphe 12, l'administration de l'Enregistrement justifie la réforme de la manière suivante :

« Si le compte courant est usité le plus fréquemment entre commerçants, ce contrat n'est pas essentiellement commercial (8), il peut servir à la constatation d'opérations civiles soit entre deux personnes non commerçantes, soit entre un commerçant et un non commerçant. Mais, tandis que les intérêts de ces comptes étaient taxés à la cédule des bénéfices commerciaux lorsqu'ils étaient bonifiés au profit d'un commerçant, ces mêmes intérêts jouissaient d'une immunité absolue dans tous les cas où ils étaient acquis à un non commerçant. »

Et, traitant de l'exemption édictée en faveur des commerçants, industriels, agriculteurs et entreprises minières pour qui les cédules des bénéfices commerciaux, des bénéfices agricoles et de la redevance des mines, remplacent l'impôt sur les intérêts des créances, elle ajoute :

« Pour l'application de cette règle, il n'y a pas lieu de rechercher si les intérêts sont effectivement atteints par l'un des impôts cédulaires ci-dessus énumérés, l'exonération de l'impôt de 18 %

(8) Cf. WAHL, *Précis de droit commercial*, éd. 1922, p. 26.

est acquise à ces produits dès lors qu'ils figurent parmi les éléments du compte de profits et pertes servant de base à la cotisation et alors même que l'entreprise étant déficitaire il n'y aurait pas en fait de bénéfice imposable. C'est ce qui ressort en effet du texte de l'article 29 d'après lequel les intérêts des comptes courants ne doivent pas, pour devenir passibles de cet impôt, constituer un des éléments des « recettes » de l'exploitation commerciale, industrielle, agricole ou minière.

« Cette même formule conduit également à reconnaître l'exemption de l'impôt sur le revenu des créances à l'égard des intérêts bonifiés à des entreprises exonérées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, telles que celles exploitées par les personnes ou sociétés visées par l'article 7 du décret du 15 octobre 1926 portant codification des lois relatives aux impôts cédulaires (9).

« D'autre part l'article 29 n'a pas pour effet de soumettre à l'impôt sur le revenu des créances les intérêts des comptes courants portés au crédit des collectivités qui jouissent en vertu de la législation actuelle d'une exemption générale au point de vue de cet impôt. Spécialement et ainsi qu'il a été précisé au cours des débats sur le texte qui est devenu l'article 29, cet article ne déroge pas aux articles 31 de la loi du 5 août 1920 (Inst. 3677, p. 13) et 19 de la loi du 27 décembre 1927 (Inst. 3967, § 3)

(9) Art. 7 décret du 25 octobre 1926.

qui ont exonéré de l'impôt sur le revenu des créances les intérêts des prêts consentis et des emprunts contractés par les Caisses de crédit agricole visés par la loi du 5 août 1920; cette exonération continue donc d'être applicable aux intérêts des dépôts reçus ou effectués en compte courant par ces collectivités en exécution de cette dernière loi (10) (Décl. Min. Finan. 12.12.28, ch. Déb. P. 3611 et J. O. 27.12.28 Sénat déb., p. 1611).

Le texte précise ensuite que l'exonération est applicable même dans le cas où l'exploitation industrielle, commerciale, agricole ou minière établit sa cotisation à l'impôt soit sur un forfait, soit d'après un régime assimilable au forfait à condition que les fonds alimentant le compte soient affectés à l'exploitation et non aux besoins personnels de l'exploitant.

Les termes extrêmement nets de cette instruction laissent peu de place au commentaire, nous nous contenterons de rappeler que pour qu'il y ait exemption de l'impôt il faut :

1° Qu'il s'agisse d'un véritable compte courant.

2° Que le bénéficiaire des intérêts soit industriel, commerçant, agriculteur ou exploitant de mine.

3° Que les fonds alimentant le compte soient affectés à l'exploitation et non aux besoins personnels de l'exploitant.

Ainsi que le remarque le *Journal des Conserva-*

(10) Loi du 5 août 1920, article 31.

teurs (11), lorsque ces conditions se trouvent réunies le banquier n'aura pas à retenir les impôts sur les intérêts bonifiés à son client à qui incombe seul le soin d'en faire la déclaration pour l'établissement de son impôt professionnel.

Lorsque le compte courant ne fonctionne plus, les intérêts produits par le solde qui subsiste en faveur de l'une ou de l'autre des parties doivent-ils être soumis à l'impôt ?

L'administration, par une solution de la direction générale du 12 juillet 1927, a décidé qu'à la différence de chacun des articles du compte courant, le solde présentait le caractère d'une créance et que les intérêts produits par ce solde étaient imposables.

Par contre un jugement du Tribunal de Metz du 17 décembre 1927 (12) avait, mais dans des termes insuffisamment précis, considéré qu'il n'y avait pas novation et que les intérêts produits par le solde étaient exempts d'impôt.

3° *Marchands de biens.*

Contrairement au droit privé les marchands de biens sont, en droit fiscal, considérés comme commerçants (13).

(11) Art. 10416.

(12) J. C., 10126.

(13) Loi du 13 avril 1925, art. 31, qui les oblige à tenir un répertoire, et les soumet à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Les opérations d'achat et de vente d'immeubles étant commerciales les intérêts qui reviennent aux négociants sur les prix de vente d'immeubles sont exempts de l'impôt sur le revenu des créances. Il en est de même des intérêts dont leurs comptes courants seraient productifs.

Signalons à ce point de vue la portée de l'exception admise par l'administration dans une solution de la Direction Générale du 9 juillet 1927 citée par J. C. art. 9959 : « Il n'y a pas lieu, dit cette solution, d'assujettir à l'impôt les intérêts perçus à la suite de la cession à un négociant en domaines de la grosse d'une vente effectuée par son intermédiaire. Cette exemption doit être strictement limitée au cas où le marchand de biens a réellement servi d'intermédiaire à la vente dont la grosse lui a été cédée. »

Il n'est donc pas nécessaire que les biens vendus aient appartenu au négociant, il suffit qu'il ait été l'intermédiaire avec commission et qu'il ait repris par son compte la créance du vendeur.

La solution précitée précise que les intéressés sont tenus de justifier qu'ils ont effectivement agi en qualité d'intermédiaire et que bien qu'aucune règle générale ne puisse être tracée quant à la nature des justifications à produire, la représentation des contrats de commission semble constituer un élément de preuve suffisant.

L'exception faite en faveur des marchands de biens ne jouerait pas dans le cas où ceux-ci alié-

neraient des immeubles acquis non pas pour les revendre mais pour les habiter, les exploiter ou en faire un placement durable.

4° Caisses d'Epargnes. — Sociétés, fondations ou Offices Publics d'habitation à bon marché. — Sociétés de Crédit Immobilier de bains-douches et de jardins ouvriers.

Les intérêts des prêts que les sociétés et organismes ci-dessus peuvent consentir à des particuliers en exécution de la loi du 12 avril 1906 sont exempts de l'impôt sur le revenu des créances (loi du 31 décembre 1918 article 17, instruction n° 3579, et loi du 5 décembre 1922, articles 69 à 71).

5° Société de Crédit Foncier.

L'article 39 de la loi de 1917 a affranchi de l'impôt « les intérêts des créances hypothécaires ou privilégiées en représentation desquelles les sociétés ou compagnies autorisées par le Gouvernement à faire des opérations de Crédit Foncier ont émis des obligations titres ou valeurs soumis eux-mêmes à l'impôt sur le revenu ».

Il appartient aux établissements de justifier de la corrélation entre leurs prêts et leurs emprunts, et les prêts faits par elles avec leurs propres fonds restent soumis à l'impôt (14). Mais lors des radia-

(14) *Journal des Conservateurs des Hypothèques*, n° 9740.

tions des inscriptions les parties n'ont aucune justification à fournir.

6° *Sociétés françaises par actions.*

Aux termes de l'article 32 de la loi du 16 avril 1930 modifiant l'article 29 de la loi du 31 juillet 1920 « sont exonérés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, les intérêts arrérages et tous autres produits des prêts consentis sous une forme quelconque à des départements, communes, ou établissements publics français (15), ou à des commerçants ou industriels français ou résidant en France, par des Sociétés françaises constituées par actions qui émettent en représentation de ces prêts des obligations ou autres titres d'emprunt soumis eux-mêmes à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Les prêts exonérés ne pourront jamais excéder le montant des obligations et titres émis et il devra être justifié par la Société de la qualité des emprunteurs ».

En résumé l'exemption est accordée aux prêts faits : Par des sociétés par actions françaises, à des commerçants ou industriels français ou résidant en France qu'ils soient d'ailleurs des personnes physiques ou des sociétés avec des fonds provenant d'emprunts soumis à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers et à condition qu'ils aient

(15) Aujourd'hui exonérés en tout état de cause (loi du 29 déc. 1929, art. 17) ; voir ci-après, p. 51.

« pour but de faciliter aux commerçants et aux industriels le crédit nécessaire à leur entreprise » (16).

7° *Crédit National.*

Les intérêts des avances faites par le Crédit National à des Français pour faciliter le développement, la création ou la remise en marche d'exploitations industrielles ou commerciales établies en France sont exempts d'impôt (17).

8° *Caisses Départementales d'aménagement des Lotissements. — Caisses de Crédit agricole. — Monts de Piété. — Caisses de Crédit Maritime Mutuel.*

Les intérêts des prêts consentis par ces organismes conformément à leurs attributions sont exempts d'impôt (18).

9° *Etat et Etablissements Publics.*

(16) Rép. Min. Fin. *J. O.*, 10 juin 1927 qui refuse le bénéfice de l'exonération à un prêt dont le montant aurait servi à la construction d'une maison à usage d'habitation personnelle.

(17) Loi du 10 octobre 1919, art. 3.

(18) En vertu : Pour les Caisses départementales d'aménagement des lotissements, de la loi du 15 mars 1928, art. 1.

Pour les Caisses de Crédit agricole, coopératives agricoles et sociétés d'intérêt collectif agricole, par la loi du 27 déc. 1927, art. 19.

Pour les Monts de Piété par la loi du 16 octobre 1919.

Pour les Caisses de Crédit mutuel agricole par la loi du 30 décembre 1928, art. 30.

§ II. — EXCEPTIONS RELATIVES A LA QUALITÉ
DU DÉBITEUR.

1° Les déposants des Caisses d'Epargnes.

Sont exempts d'impôt les intérêts servis à leurs déposants (19).

2° Sinistrés et Groupements de Sinistrés.

Sont exempts les intérêts des emprunts qu'ils ont contractés lorsque ces emprunts sont gagés sur des annuités de l'Etat (20).

3° Caisses de Crédit agricole et Banques populaires.

Le revenu des créances de ces organismes est exempt d'impôt en vertu de la loi du 5 août 1920 et d'une décision du Ministre des Finances du 2 avril 1925.

4° Communes, Départements.

Aux termes de la loi du 29 décembre 1929 article 17, les intérêts des emprunts des départements, communes, syndicats de communes, sont exempts d'impôt mais seulement en ce qui concerne les emprunts émis depuis le 1^{er} janvier 1930 et ceux émis antérieurement pour lesquels la collectivité débitrice avait pris à sa charge le paiement de l'impôt.

Cette exemption concerne uniquement l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et il importe de noter qu'elle ne s'applique pas aux intérêts des prix de ventes ou des dépôts dus par les départements et les communes non plus qu'aux intérêts de toute nature qui pourraient leur être dus.

(19) Loi du 31 juillet 1920.

(20) Loi du 31 juillet 1917, art. 39.

CHAPITRE CINQUIEME

LE FAIT GÉNÉRATEUR DE L'IMPOT

Le fait générateur est le fait à l'occasion duquel sera frappée la matière imposable. Le choix de la matière imposable, de l'assiette sont préliminaires mais le droit de l'Etat à l'impôt ne reste qu'éventuel à cette phase. Ce droit à l'impôt naîtra au moment où paraîtra le fait générateur.

Celui-ci détermine le moment où le contribuable devient débiteur de l'Etat.

Il détermine la législation fiscale applicable et suivant qu'il est intervenu après ou avant l'entrée en vigueur des dispositions légales, celles-ci sont ou ne sont pas applicables.

Mais l'impôt est-il nécessairement exigible le jour de l'arrivée du fait générateur? Pas nécessairement il se peut qu'une autre date soit fixée pour le paiement.

Prenons un exemple pour rassembler ces différentes notions.

Soit l'impôt sur les successions. Le fait générateur est la mort du *de cujus*, mais l'importance de la succession ne peut pas être connue immédiatement. Aussi la loi accorde-t-elle un certain délai. Toutefois s'il y a entre temps modification de la

législation fiscale c'est le fait générateur et non la date d'exigibilité du droit qui déterminera la législation applicable.

Voyons maintenant l'application de ces définitions à notre matière, voyons en quoi consiste le fait générateur, voyons s'il coïncide avec l'exigibilité de la taxe ou si celle-ci est soumise à des conditions spéciales.

Si important qu'il soit de définir le fait générateur, la loi du 31 juillet 1917 avait cependant omis de le faire.

Car on peut soutenir que l'article 40 § 2 en édictant que « La retenue de l'impôt est opérée au moyen de l'apposition des timbres mobiles sur la quittance ou l'inscription au crédit d'un compte des intérêts, arrérages et tous autres produits » avait eu d'autres buts que de déterminer la manière d'acquitter l'impôt.

Cependant en l'absence de tout autre texte on était obligé de recourir à lui et par suite d'exempter de l'impôt les intérêts qui bien que payés ne faisaient pas l'objet d'une quittance et ceux qui bien que portés en compte n'étaient pas portés au crédit, mais au débit d'un compte. La loi du 25 juin 1920 (1) est venue réparer cet oubli et aujourd'hui le fait générateur est défini avec précision; c'est le paiement, c'est-à-dire :

(1) Art. 52 : « l'impôt est dû par le seul fait soit du paiement des intérêts de quelque manière qu'il soit effectué, soit de leur inscription au crédit ou au débit d'un compte pourvu que le créancier... »

Soit le paiement effectif (paiement en espèces).

Soit l'inscription des intérêts au crédit ou au débit d'un compte (paiement en compte).

SECTION I. — Fait générateur et tarif applicable.

Les termes de l'article 52 sont très nets et pourtant son interprétation a soulevé des discussions et l'administration elle-même en a donné des interprétations différentes. A l'occasion de la mise en application de l'impôt d'abord puis des modifications de tarif qui se sont succédées, on s'est demandé si l'on devait soumettre à l'impôt ou aux nouveaux tarifs les intérêts payés postérieurement à la date de mise en vigueur de la loi ou seulement les intérêts échus depuis cette date. Autrement dit, on se demandait si le fait générateur était l'échéance des intérêts ou leur paiement.

La plupart des auteurs voient le véritable fait générateur dans l'échéance et non dans le paiement. Ils estiment que par leurs termes les articles 40 de la loi du 31 juillet 1917 et 52 de la loi du 25 juin 1920 ont « plutôt envisagé les conditions d'exigibilité et le mode de versement de l'impôt que le fait générateur de l'impôt » et concluent que le fait générateur de l'impôt, fait qui en conditionne notamment le tarif, est l'échéance des intérêts (2). Mais cet argument, qui est incontestable

(2) ALLIX et LECERCLÉ, *L'impôt sur le revenu*. Supplément 1930, p. 80.

en ce qu'il vise les termes de la loi de 1917, nous paraît moins défendable à l'égard de la loi de 1920 dont le texte n'offre aucune ambiguïté, mais dit expressément : « L'impôt est dû par le seul fait, soit du paiement des intérêts... »

On dit aussi à l'appui de cette thèse que pour la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières le tarif applicable est déterminé par la date de mise en paiement et non par la date à laquelle les coupons ont été effectivement touchés.

On devrait donc appliquer à la nouvelle cédule la règle admise pour celle des valeurs mobilières. Et on ajoute que « l'échéance devrait constituer le véritable fait générateur de l'impôt puisqu'elle permet de faire coïncider la date où les revenus, intérêts ou produits quelconques sont acquis juridiquement au créancier avec le moment où le Trésor acquiert une créance contre le contribuable.

Remarquons pourtant que l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étant recouvré sur le débiteur il est normal que l'on ait fait coïncider le fait générateur avec la date à laquelle la société débitrice met les intérêts ou dividendes à la disposition des rentiers, alors que le même motif n'existe plus dans l'impôt sur le revenu des créances.

Et qu'enfin le législateur ayant voulu frapper le revenu des créanciers, il est également normal qu'il le frappe suivant le tarif en vigueur au jour où celui-ci reçoit ses revenus.

C'est à cette solution qui a du moins pour elle les termes mêmes de la loi, que l'administration s'est tout d'abord attachée, car il est inexact de dire qu'elle constitue une innovation datant de 1927 (3). Elle déclarait en effet que l'impôt était dû sur les intérêts payés depuis le 1^{er} janvier 1918; sans doute, mais seulement « par une interprétation bienveillante » elle n'exigeait pas le paiement de l'impôt sur les intérêts échus avant le 1^{er} janvier 1918 et payés depuis, mais les termes mêmes de la dispense ne font que confirmer l'interprétation de principe.

Et cependant en 1924 l'administration a modifié sa manière de voir dans son instruction n° 3810 à propos de l'application du double décime, elle décide que le tarif applicable est déterminé par la date de l'échéance.

Mais bientôt après dans son instruction n° 3911 (20 août 1926) lors du relèvement du taux de l'impôt, l'administration revient à sa première doctrine et déclare que le nouveau tarif sera applicable aux intérêts payés à partir du 1^{er} janvier 1927 quelle que soit la date de leur échéance.

Aussitôt le principe rétabli la régie y apporte cependant un correctif et admet dans son instruction n° 3978 que les intérêts échus avant le 1^{er} janvier 1918 et payés depuis continueront à bénéficier de la « tolérance admise par l'instruction n° 3525,

(3) Rép. Min. Fin., 26 janvier 1921, *J. O.*, 27 janvier 1921, p. 138.

p. 5 dernier alinéa et les agents s'abstiendront de les soumettre à la taxation ».

De tout ce que nous venons d'exposer il semble ressortir que l'administration a toujours, sauf pendant une courte période, considéré le paiement comme le fait générateur de l'impôt sous cette réserve que lors de chaque relèvement de tarif jusqu'au 1^{er} janvier 1927, elle a admis au bénéfice de l'ancien taux les intérêts échus avant l'entrée en vigueur de la majoration.

Cette interprétation a encore été confirmée récemment par une réponse du Ministre du Budget (4) : « le tarif de 16 % s'applique à tous les intérêts *payés* à partir du jour où l'article 7 de la loi du 26 avril 1930 est devenu exécutoire quelle que soit la date de leur échéance ».

Il reste à se demander si un créancier ayant par la faute de son débiteur touché ses revenus à une époque où ils étaient plus lourdement taxés que lors de l'échéance serait en droit de demander des dommages-intérêts à son débiteur.

En principe, dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme les dommages

(4) *J. O.*, 16 septembre 1930. La question mérite également d'être rapportée.

M. DUVAL-ARNOULD expose à M. le Ministre du Budget : a) que la loi du 26 avril 1930, article 7, a réduit de 18 % à 16 % le taux de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers ; b) que les intérêts compris dans le montant des billets à ordre dit « billets de fonds » remis en paiement d'un fonds de commerce sont assujettis à cet impôt et demande si la réduction du taux s'applique bien à la totalité des intérêts afférents à un billet échu postérieurement au 26 avril 1930... »

et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi (article 1153 du Code civil), même s'il y a pour le créancier un préjudice dépendant de ce retard.

Mais l'article 1153 modifié par la loi du 7 avril 1900 a prévu la possibilité d'accorder des dommages-intérêts distincts en cas de mauvaise foi du débiteur. C'est donc seulement dans le cas où le débiteur est de mauvaise foi que désormais il peut y avoir lieu à l'attribution de dommages-intérêts compensatoires. La jurisprudence fait maintenant application de cet article et non de l'article 1382; c'est ainsi qu'elle décide qu'il n'y a pas lieu à dommages-intérêts supplémentaires lorsqu'il y a seulement résistance injustifiée du débiteur (Cas. civ. 7 mai 1924, S. 1925.1.78).

Peut-on faire application de cette jurisprudence à l'espèce que nous envisageons ou bien, le débiteur peut-il invoquer l'article 1150 du Code civil et arguer qu'il n'a pu lors du contrat prévoir la création d'impôts ultérieurs qui viendraient diminuer ses intérêts.

Il semble bien qu'à l'époque actuelle et au moins depuis la loi du 31 juillet 1917 les risques résultant des impôts sont normalement prévus dans tout contrat de prêt; un créancier pourrait donc à bon droit en cas de mauvaise foi de son débiteur, et, si un tel dommage venait à se produire, lui en demander réparation.

SECTION II. — Opérations constituant le fait générateur.

Le fait générateur étant défini et le tarif applicable à chaque fraction d'intérêt ayant été précisé en même temps, puisque c'est à propos des modifications de tarif que la discussion avait été ouverte, nous allons examiner quelles sont les opérations qui constituent un paiement aux termes de la loi du 25 juin 1920, c'est-à-dire, puisque cette loi a prévu deux éventualités, les opérations qui constituent soit un paiement proprement dit, soit une inscription au crédit ou au débit d'un compte.

I. — PAIEMENT.

Le paiement est la remise effective de la somme représentant les intérêts.

Lorsqu'il est fait par le débiteur au créancier dans les conditions prévues il n'y a aucune difficulté le fait générateur visé par la loi s'est produit.

Lorsqu'il y a entre le créancier et le débiteur un intermédiaire, notaire, receveur de rentes, le fait générateur se produit au moment du paiement au créancier si l'intermédiaire est le mandataire du débiteur, ou lors du paiement à l'intermédiaire si celui-ci est le mandataire du créancier. C'est sur la quittance délivrée lors du paiement au créancier ou à son mandataire que l'impôt doit en principe être acquitté.

Lorsque le paiement est fait au créancier par un tiers il y a également paiement donnant ouverture aux droits.

Mais que décider dans l'hypothèse de l'escompte de billets représentant à la fois un capital et des intérêts, ce qui se produit fréquemment pour les billets de fonds.

L'impôt doit-il être payé au moment de l'escompte par le créancier primitif ou lors du paiement du billet au dernier porteur pas le débiteur.

L'escompte est une cession de créance et non pas un paiement par un tiers fait au nom du débiteur, par conséquent le fait générateur ne se produit qu'au moment du paiement au dernier porteur, et les cessions intermédiaires du billet ne donnent pas lieu à l'acquit de l'impôt. C'est donc au dernier porteur qu'il incombe de payer l'impôt ainsi que l'a décidé un arrêt de la Cour de Paris le 12 janvier 1927.

Cependant lors de chacune de ces transmissions le créancier primitif et les porteurs subséquents ont reçu une fraction des intérêts dus par le débiteur et d'autre part le dernier porteur qui a payé au précédent la somme globale énoncée au billet en capital et intérêts ne reçoit pas à titre d'intérêts en ce qui le concerne mais comme capital une partie des intérêts que lui verse le débiteur.

En réalité chacun des porteurs successifs a donc touché une partie des intérêts et doit supporter une partie de l'impôt.

C'est un calcul que les intéressés doivent faire entre eux au moment des transmissions et pour lequel il est nécessaire que les billets indiquent le montant respectif de capital et d'intérêts qu'ils contiennent.

Dation en paiement.

La dation en paiement constitue également un paiement rendant l'impôt exigible comme le paiement pur et simple.

Novation.

La novation et plus précisément la capitalisation des intérêts équivaut également à un paiement. Les intérêts capitalisés sont en effet remplacés, payés par une nouvelle dette de capital, le créancier est réputé avoir reçu les intérêts et les avoir à nouveau prêtés en addition à son prêt primitif, elle donne donc lieu au paiement de l'impôt (1).

Compensation.

La compensation des intérêts avec une dette du créancier constitue également un paiement, elle n'est en effet qu'une dispense mutuelle pour les deux débiteurs de l'exécution effective (2).

(1) Cass. Req., 3 décembre 1901. S. 1902.1.294. La cour a, en même temps, souligné que la capitalisation ne peut s'opérer que par une demande en justice ou une convention spéciale. Dans le même sens : Tribunal civil Nantes, 15 février 1929.

(2) PLANIOL, *op. cit.*, I, II, p. 189.

Confusion.

La confusion au contraire n'équivaut pas au paiement, elle consiste dans l'impossibilité d'exécuter. Par conséquent l'héritier débiteur de son auteur en principal et intérêts n'aura pas à payer au nom de la succession l'impôt sur les intérêts dont il se trouve libéré. Et si aux termes d'un partage l'intégralité d'une dette est attribuée à l'héritier débiteur la confusion opérée dans sa personne mettra obstacle à la perception de l'impôt sur tous les intérêts compris dans son attribution (3).

Il en est de même dans le cas d'attribution par confusion à l'héritier, adjudicataire d'un bien de la succession, du montant en principal et intérêts de son prix d'adjudication (4).

Imputation des paiements.

L'article 1254 du Code civil dispose que le paiement fait sur le capital et intérêts mais qui n'est point intégral s'impute d'abord sur les intérêts.

C'est donc en paiement que constituera le fait générateur.

La règle de l'article 1254 est destinée à empêcher le débiteur d'imposer au créancier une imputation

(3) Rép. Min. Fin., *J. O.*, 7 novembre 1928. Ch. Déb. parl., p. 1232.

(4) Dans le même sens : *J. C.*, art. 9751 et Rép. Min. Fin. du 9 juin 1927 à question de M. UHRY citée par *J. C.*, art. 9935.

sur le capital qui laisserait impayés les intérêts dont le recouvrement est moins bien garanti.

Mais cette règle ne s'applique qu'à défaut de convention particulière des parties qui peuvent y déroger, soit par un accord exprès soit par le choix du créancier seul qui est considéré comme ratifié par le débiteur du seul fait de l'acceptation de la quittance. L'administration a reconnu la validité de ces déclarations d'imputation sur le capital faite dans les quittances, elle a même admis (J. C. art. 10391) qu'un créancier qui, au moment du paiement n'était pas instruit de cette faculté, puisse en profiter ultérieurement.

Dans ces circonstances, il n'y a donc pas de paiement des intérêts, pas de fait générateur de l'impôt.

Il y a lieu de faire jouer cette imputation conventionnelle chaque fois qu'il y a collocation par ordre amiable ou judiciaire, c'est ce qui se produit en particulier lorsqu'un créancier hypothécaire voit son gage vendu pour un prix inférieur au montant de sa créance.

Dans la quittance donnée à la suite du paiement par l'acquéreur le créancier qui retire les fonds déclare en faire l'imputation sur le montant en principal de sa créance, il impute le surplus, s'il y a lieu, à due concurrence, sur les intérêts qui lui sont dus, et il fait réserve des intérêts non payés.

Nous verrons dans notre seconde partie combien il est nécessaire de préciser cette imputation et

cette réserve des intérêts au moyen d'un acte synallagmatique pour que ses termes satisfassent aux exigences de l'administration.

Il existe cependant des cas dans lesquels la libre imputation des sommes versées au créancier n'est pas permise (5). En effet, lorsque le paiement résulte d'une distribution par contribution et représente un dividende sur le chiffre total de la dette en principal et intérêts, il contient nécessairement une part proportionnelle des deux éléments de la dette. Aucune déclaration ne peut donc éviter qu'une fraction du paiement s'applique aux intérêts, et quelle que soit la perte subie par le créancier, qu'il ne doive payer l'impôt sur une partie des sommes qu'il reçoit.

II .— INTÉRÊTS PORTÉS AU CRÉDIT OU AU DÉBIT D'UN COMPTE.

Le second aspect du fait générateur est l'inscription des intérêts au crédit ou au débit d'un compte. C'est le procédé employé notamment dans tous les comptes de dépôt.

Si celui qui tient le compte est débiteur de l'autre partie il inscrit les intérêts revenant au déposant, lors de l'arrêté du compte, c'est-à-dire en général le 31 décembre et le 30 juin ou lors de la liquidation du compte, et les porte au crédit du

(5) Cf. J. C., art. 10094 et 10124. C. cas., 27 octobre 1908. S. 1909.1.247 à propos d'un remploi dotal.

compte, c'est-à-dire en addition du capital, et les intérêts deviennent dès lors productifs d'intérêts.

Si celui qui tient le compte est au contraire créancier de son client, il porte les intérêts dont sa créance était productive au débit du compte de son client dont la dette est grossie d'autant.

Cette application particulière aux comptes présente beaucoup d'analogie avec le paiement par capitalisation des intérêts que nous avons vu plus haut, son application donne lieu à une grosse difficulté résultant de ce que le paiement par écritures n'équivaut pas en réalité dans tous les cas à un paiement véritable; lorsque le débiteur des intérêts devient insolvable après avoir porté des intérêts au crédit d'un compte, l'impôt est dû au Trésor sans que le créancier ait rien touché.

L'administration a toujours reconnu que lorsque le paiement par écriture se trouvait annulé la restitution de l'impôt devait être faite à condition que le créancier détruise par la preuve contraire la présomption de paiement attachée par la loi au fait de l'inscription (6).

Mais il n'en reste pas moins que l'impôt doit être acquitté par le seul fait de l'inscription, si aléatoire que soit le recouvrement au moment où l'écriture est passée; or, le banquier qui tient un compte ne peut pas, pour la régularité de ses écritures,

(6) Rép. Min. des Fin. à question du 8 mai 1923, citée par J. C., art. 9935 et également *J. O.*, 1^{er} août 1928. Ch. Débats, p. 2452, cité par *Revue de l'enregistrement*, n° 8897-2.

s'abstenir de porter les intérêts lors de l'arrêté du compte.

L'administration a suggéré de ne pas porter au compte les intérêts jugés recouvrables, mais d'en faire seulement état dans les comptes spéciaux.

CHAPITRE SIXIÈME

LE TARIF. LA LIQUIDATION LES MODES DE PAIEMENT

SECTION I. — Tarif et liquidation.

Le tarif de l'impôt est depuis le 16 avril 1930 de 16 %. Depuis la création de la taxe il avait été d'abord de 5 % jusqu'au 25 juin 1920, puis de 10 % jusqu'au 22 mars 1924, puis de 12 % jusqu'au 1^{er} janvier 1927, enfin de 18 %.

Nous avons vu à quels intérêts on devait appliquer chacun de ces tarifs et également comment devaient être calculés les intérêts.

La liquidation de l'impôt consiste dans l'application du tarif aux intérêts ainsi déterminés et portés pour leur montant brut, comme la loi l'a précisé, sans qu'il y ait lieu d'opérer aucune retenue pour les commissions perçues par des intermédiaires ou pour frais de recouvrement que le créancier a dû engager. Nous avons déjà précisé cette question dans l'étude de la composition des revenus imposables.

SECTION II. — Modes de paiement.

1^o *Paiement par timbres quittance.*

Le paiement peut se faire par apposition sur la quittance ou sur le compte de timbres mobiles

oblitérés par la signature et la date ou au moyen d'un composteur à date.

Cette apposition peut se faire aussi bien sur une quittance authentique que sur une quittance sous seings privés, mais remarquons que les notaires ne sont pas tenus d'apposer des timbres sur les quittances notariées qu'ils rédigent, ils ne peuvent encourir de ce chef aucune amende. Par contre ils en encourraient une s'ils n'oblitéraient pas les timbres apposés.

2° Paiement par extraits.

Afin de ne pas surcharger les comptes il a été ouvert aux banques et aux sociétés de dépôts la faculté de faire le paiement de l'impôt à des époques périodiques sur extraits présentés par elles (1).

3° Paiement sur déclaration.

Enfin la loi du 25 juin 1920 a prévu un troisième mode de paiement, pour les cas où les intérêts sont encaissés à l'étranger, ou ne donnent pas lieu à la rédaction d'une quittance écrite. Dans ces hypothèses le créancier doit, dans les trois premiers mois de l'année civile qui suit le recouvrement des intérêts, souscrire une déclaration au bureau de l'enregistrement et payer le droit (cf. inst. n° 3626).

1. Cf. instruction n° 3639, 3793 et 3896.

DEUXIÈME PARTIE

Le contrôle du paiement de l'impôt lors des radiations.

L'impôt sur le revenu des créances était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1918 lorsque, pour en assurer le recouvrement, furent édictées en 1925 et 1926 les mesures de contrôle dont nous allons voir les effets.

La loi du 13 juillet 1925 article 81 a d'abord subordonné la radiation du privilège de vendeur de la loi de 1909 à la justification du paiement de l'impôt, puis la loi du 29 avril 1926 article 18 a étendu cette mesure à la radiation de tous les autres privilèges, hypothèques ou nantissements (1).

Dès lors s'est posé le problème des justifications qui jusque-là n'existait pas.

En effet d'une manière générale la preuve de l'existence de la matière imposable et du fait générateur incombe à l'administration. C'est la règle commune en matière d'impôts cédulaires, d'impôt général sur le revenu ou d'enregistrement.

(1) Voir les décrets du 26 oct. 1925 et du 19 nov. 1926 qui ont réglementé la forme et le mode de production des justifications.

Dans l'application à l'impôt sur le revenu des créances, cette règle s'est révélée très dure pour l'administration qui, en pratique jusqu'en 1926, s'est trouvée dans l'impossibilité d'assurer le recouvrement de l'impôt.

C'est d'ailleurs dans cette situation qu'elle se trouve encore à l'égard des créances chirographaires, ou lorsque la radiation des inscriptions n'est pas demandée.

C'est pourquoi le contrôle institué en 1925-1926 a consisté à renverser implicitement la charge de la preuve qui maintenant pèse entièrement sur le contribuable, la loi disant : « Les inscriptions ne pourront être radiées que s'il est justifié que l'impôt a été acquitté ».

Désormais au moment de la radiation, l'administration n'a qu'une preuve à fournir, c'est que la créance est productive d'intérêts soumis à l'impôt, et c'est le contribuable qui doit établir le montant des intérêts imposables et justifier du paiement de l'impôt exigible sur ces intérêts.

A cet effet il doit présenter à l'agent chargé de la radiation :

1° Les titres desquels résulte la créance (2) et éventuellement les actes modificatifs ou les transports qui ont pu intervenir.

Ce qui fournit à l'administration les éléments de la seule preuve exigée d'elle (3).

(2) Seule l'inscription de séparation de patrimoine peut être prise sans titre.

(3) L'administration peut également prouver l'existence des

2° Les pièces justificatives du paiement de l'impôt.

3° Un décompte présentant d'une part le montant des intérêts touchés et d'autre part le montant des impôts payés, échéance par échéance.

Entrée en vigueur des mesures de contrôle.

Les lois que nous venons de mentionner sont sans aucun doute devenues applicables dès leur promulgation.

Mais cette mise en application pouvait comporter certaines modalités.

Devait-on en effet étendre le contrôle à tous les intérêts produits antérieurement par les créances à propos desquelles la radiation d'une inscription était demandée, ou devait-on le restreindre aux seuls intérêts échus après le 13 juillet 1925 et le 29 avril 1926.

La première solution constitue, à n'en pas douter, une atteinte au principe de la non-rétroactivité des lois.

Or c'est précisément à elle que l'administration s'est arrêtée (4).

intérêts en se prévalant des règles de droit que nous avons exposées dans notre première partie, chapitre III, et en utilisant les renseignements qu'elle retire de l'enregistrement des actes.

Enfin d'une manière générale, elle peut utiliser tous les modes de preuve de droit commun sauf la preuve testimoniale et le serment, puisque la loi a expressément prévu que les instances seraient introduites et jugées comme en matière d'enregistrement.

(4) Rép. Min. Fin., 15 juillet 1926, cité par J. C., art. 9676 et J. O., 6 déc. 1929, J. C., art. 10573-2.

Estimant que le législateur avait voulu réprimer les fraudes antérieurement commises, elle a prescrit d'exiger les justifications du paiement de l'impôt sur tous les intérêts produits depuis le 1^{er} janvier 1918.

Les conséquences en sont extrêmement rigoureuses et la décision de l'administration nous paraît absolument illégale, la loi n'ayant pas prévu explicitement que la réforme devait avoir un caractère rétroactif.

« Aucune loi française, en effet, dit M. Dutheillet-Lamonthézie, n'oblige un particulier non commerçant à garder indéfiniment ses quittances d'intérêts. Celles-ci sont fréquemment détruites soit lorsque la prescription est acquise, soit lorsqu'elles sont suivies d'une quittance pour solde qui est seule conservée, soit pour d'autres raisons qui paraissent aux yeux de leurs détenteurs les rendre inutiles. Il arrive aussi que les débiteurs peu soigneux les égarent ou que des événements fortuits les font disparaître (5). »

*Période à laquelle doivent s'étendre
les justifications.*

Le droit de répétition du Trésor réservé par l'article 40 paragraphe 4 de la loi de 1917 s'étend à dix années.

C'est donc à une période de 10 ans jusqu'à la

(5) J. C., art. 9916.

demande de radiation que doivent s'appliquer les justifications.

On a pu en douter, l'article 41 de la même loi étendant à l'impôt la prescription de cinq ans prévue par l'article 21 de la loi du 26 juillet 1893.

En réalité ces deux articles doivent s'appliquer séparément de la manière suivante :

L'impôt se prescrit par cinq ans à compter : pour les sociétés et établissements soumis aux investigations de la régie, du jour où l'impôt est dû, et pour les autres assujettis, à compter du jour où l'administration est à même par la production d'actes ou d'écrits, de constater les contraventions.

Aussi longtemps que cette prescription n'est pas acquise au redevable l'administration peut donc exercer son droit de répétition sur les dix dernières années écoulées.

« Or, comme le fait remarquer le *Journal des Conservateurs* (6), les quittances d'intérêts, pour la plupart sous signatures privées, ne sont généralement produites à l'administration que jointes précisément, comme pièces justificatives, aux dossiers de radiation ».

« La prescription quinquennale ne commence donc à courir pour ces pièces que le jour où elles sont déposées à la Conservation et le droit de répétition du Trésor peut s'exercer sur toutes celles de ces quittances qui n'ont pas plus de dix ans de

(6) Art. 9746.

date. D'où la nécessité d'en exiger la production. »

Nous allons examiner dans un premier chapitre quelles sont les opérations à l'occasion desquelles la charge de la preuve se trouve ainsi renversée et dans un second chapitre quelles sont les justifications qu'il y a lieu de présenter.

CHAPITRE PREMIER

FORMALITÉS DONNANT LIEU AUX JUSTIFICATIONS

Le contrôle institué par les lois de 1925 et 1926 s'exerce lors de la radiation des inscriptions de privilège, d'hypothèque ou de nantissement grevant les immeubles, les fonds de commerce, les navires et bateaux de navigation intérieure et les aéronefs prises pour la garantie de créances productives d'intérêts (1). Il suppose la réunion de trois conditions : qu'une radiation soit requise — qu'elle concerne une créance productive d'intérêts — et que ces intérêts soient passibles de l'impôt.

Précisons donc ce qu'il y a lieu d'entendre par radiation, — par créance productive d'intérêts — et par intérêts imposables.

§ I. — DÉFINITION DES RADIATIONS.

La radiation est une formalité qui consiste, pour le conservateur ou le greffier, à annuler une ins-

(1) L'énumération de la loi ne vise pas les radiations de warants agricoles ou hôteliers qui se trouvent exempts.

cription prise sur son registre et à supprimer ainsi le signe public de l'existence de la garantie (2).

La loi n'a pas distingué suivant qu'il s'agit de radiation totale ou partielle quant au gage ou quant à la créance (3).

Néanmoins nous verrons plus loin qu'en cas de radiation partielle il y a lieu d'apporter certaines restrictions à l'étendue des justifications.

La loi n'a pas non plus établi de distinctions quant à la personne du requérant et cependant le requérant, le véritable intéressé à la radiation peut être totalement étranger à la créance; c'est la situation dans laquelle se trouvent un tiers acquéreur ou les autres créanciers lors de la répartition d'un prix.

On voit aisément quelles complications peut entraîner la nécessité de produire des justifications dans le cas où les parties qui en sont responsables sont insolvables mais aussi qu'il est impossible d'ouvrir cette porte à la fraude.

Une seule exception est admise pour le cas où la radiation serait ordonnée en justice, non comme conséquence d'une libération du débiteur, mais parce que l'inscription aurait été prise à tort (4).

(2) JACQUET et VÉTILLARD, *Traité de la mainlevée d'hypothèque et des radiations d'inscriptions*, éd. 1927, p. 10.

(3) Rép. Min. Fin. *J. O.*, 15 déc. 1926. Cité par *J. C.*, art. 9760.

(4) *Journal de l'enregistrement*, 33665.

Radiations partielles.

A l'occasion des radiations partielles on s'est demandé quelle devait être l'étendue des justifications à fournir.

Il faut distinguer suivant qu'il s'agit de radiation réduisant le chiffre de la créance garantie et de radiation réduisant le gage.

1° Radiation réduisant le chiffre de la créance.

Les justifications doivent être fournies à concurrence du montant des intérêts produits par la fraction de capital pour laquelle la radiation est requise.

Lors de la radiation définitive les justifications seront données pour le surplus (5), elles doivent alors porter sur tous les intérêts produits par le solde du capital conservé tant à la suite de la radiation partielle qu'antérieurement.

2° Radiation réduisant le gage.

Dans cette hypothèse les justifications doivent s'appliquer à tous les intérêts produits par la créance entière comme dans le cas de radiation totale.

Néanmoins si cette réduction d'hypothèque a lieu avant toute échéance d'intérêts, le conservateur ne pourrait pas demander de justifications ou si elle avait lieu entre deux échéances il ne

(5) Rép. Min. Fin. *J. O.*, 30 mars 1927, cité par J. C., article 10302 et *J. O.*, 3 mai 1929, J. C., article 10543-1.

pourrait exiger qu'elles portent sur le prorata d'intérêts courus jusqu'à la mainlevée (6).

La mainlevée qui a permis la radiation ne comporte pas en effet paiement du capital; on ne peut donc exiger des contribuables qu'ils liquident le compte des intérêts courus à seule fin de justifier du paiement de l'impôt.

Procédure d'ordre.

Le Ministre des Finances a déclaré qu'il y a lieu de dispenser de toutes justifications les radiations ordonnées par le juge, faisant observer que dans le cas prévu par l'article 777 du Code de Procédure Civile, l'impôt est retenu par la Caisse des Dépôts et Consignations en ce qui concerne tant les intérêts colloqués que les intérêts consignés, la même instruction précise que les radiations consenties par les créanciers en vertu de l'article 771 ne donneront lieu à justifications que pour les intérêts colloqués à l'exclusion des intérêts acquittés antérieurement. Mais que par contre, la radiation de l'inscription d'office étant requise par le débiteur du prix restera soumise au droit commun lorsque les intérêts n'auront pas été consignés.

Remarquons, avant de clore ce paragraphe, que les modalités que nous venons de signaler, aussi bien celles relatives aux radiations judiciaires que

(6) Rép. Min. Fin., *J. O.*, 21 août 1927, cité par J. C., article 10294.

(7) Instruc., n° 3978, § 13.

celles qui s'appliquent aux radiations partielles et à la procédure d'ordre, ne constituent pas des exceptions proprement dites au principe du contrôle mais en sont au contraire une application logique. C'est en ce sens que l'on peut dire qu'aucune radiation n'y échappe.

La définition des radiations n'offre par ailleurs aucune ambiguïté et il est rare qu'une opération hypothécaire ait soulevé des doutes; cependant on s'est demandé si des formalités telles que les mentions de subrogation ou de cession d'antériorité n'entraînaient pas la production des justifications. Mais il est admis unanimement que ces opérations qui ne sont pas visées par la loi et d'ailleurs ne font pas disparaître l'inscription, ne doivent pas donner lieu au contrôle.

En outre, la péremption des inscriptions continue à se produire sans que les parties aient à rendre compte de l'impôt dû sur les intérêts. La loi de 1926 a d'ailleurs porté de 5 à 10 ans la durée des privilèges grevant les fonds de commerce pour obliger les contribuables à avoir recours plus souvent à la radiation (8).

§ II. — CRÉANCES PRODUCTIVES D'INTÉRÊTS.

Nous en arrivons à la seconde condition : qu'il soit démontré que la créance est productive d'intérêts.

(8) Cette prolongation s'est appliquée à tous les privilèges qui n'étaient pas éteints lors de la promulgation de la loi.

Comme nous l'avons déjà dit, c'est à l'administration qu'il incombe de faire cette preuve. Le plus souvent elle ne présente aucune difficulté, mais si aucun titre ne donne au créancier le droit de réclamer des intérêts, la radiation doit être accordée sans justification.

Sans doute il est toujours permis à l'administration de rétablir la réalité par tous les moyens de preuve à sa disposition, si elle estime que la créance, apparemment gratuite, était en réalité productive d'intérêts.

Il ne peut donc pas être réclamé de justifications lors de la radiation d'inscriptions prises pour sûreté de charges ou d'un remploi dotal ou pour conserver des hypothèques légales (9).

Par contre il doit en être fourni à l'appui des radiations des inscriptions prises pour sûreté des créances éventuelles, à moins qu'il ne soit établi que la créance prévue n'a jamais été réalisée.

§ III. — INTÉRÊTS IMPOSABLES.

Sur ce point il nous suffira de nous référer aux exceptions que nous avons données au quatrième chapitre de la première partie qui trouve ici son application directe.

(9) Rép. Ministre des Finances *J. O.*, 2 décembre 1927. Cité *J. C.*, article 9910.

CHAPITRE DEUXIEME

JUSTIFICATIONS

Les justifications exigées par les lois de 1925 et de 1926 portent à la fois sur le montant des intérêts perçus par le créancier et sur l'acquit de l'impôt sur ces intérêts.

Cette dualité d'objet nous impose une division correspondante de ce chapitre qui comprendra deux sections, traitant, l'une des justifications relatives au montant des intérêts et l'autre de celles relatives au paiement de l'impôt.

Sans entrer dans le détail des solutions particulières ou des réglementations administratives, nous nous efforcerons de dégager les règles générales auxquelles il y a lieu de se conformer.

SECTION I. — Justifications relatives au montant des intérêts.

Nous avons vu que du moment que l'administration peut établir que la créance est productive d'intérêts imposables, le requérant doit produire un décompte des intérêts qui ont été payés et s'il déclare que les intérêts stipulés dans le titre de créance n'ont pas été intégralement payés, il doit

apporter la preuve des événements ou des actes qui en ont modifié le montant ou arrêté le cours.

Cette obligation met les parties dans une situation très difficile.

De nombreuses questions posées au Ministre des Finances témoignent de cet embarras.

En effet, comment faire la preuve qu'il n'a pas été payé d'intérêts ou que leur taux a été modifié pendant la durée du prêt?

Le non paiement des intérêts est une question de fait qui ne peut être tranchée que dans une discussion entre le créancier et le débiteur, la quittance délivrée par le créancier peut seule faire obstacle à son action, car, en dehors de cette pièce, le plus souvent les versements n'ont pas laissé de trace. Autrement dit, on peut prouver que des intérêts ont été payés, mais on ne peut pas établir qu'il n'en a jamais été payé.

Vis-à-vis d'un tiers tel que l'administration aucune solution ne peut donc intervenir, à moins que le débiteur ne vienne produire sa quittance, ce à quoi personne ne peut l'obliger. Il apparaît donc évident qu'il ne peut pas exister de preuve absolue du non paiement des intérêts. Et l'on voit combien la situation du contribuable est difficile si l'administration n'apporte pas de tempéraments à l'obligation qui lui est imposée de faire la preuve du non paiement.

De même quelle peut être la valeur des conventions que les parties font au sujet des intérêts?

Si elles ont date certaine et si elles portent sur des intérêts à venir, on ne peut les mettre en doute, mais si elles ont trait aux intérêts déjà échus et peut-être payés, elles peuvent avoir été rédigées pour frauder le Trésor.

L'administration paraît reconnaître ces difficultés et ne pas exiger qu'il lui soit apporté la preuve intégrale des faits invoqués par les parties. C'est ce qui ressort des solutions données en pratique à un certain nombre de situations que nous allons passer en revue.

Non paiement des intérêts.

Il en est ainsi en matière de non paiement d'intérêts (1) et l'administration admet par exemple que dans une quittance donnée par un créancier à son débiteur du prix de son gage vendu, il soit fait réserve des intérêts courus depuis la date à partir de laquelle le créancier prétend ne pas avoir reçu d'intérêts.

Remise des intérêts.

Elle admet également les actes de remise de dette établis spontanément par les parties avant la mainlevée, sous réserve d'en apprécier la sincérité (2).

(1) Rép. Min. Fin., cité par J. C., art. 9935, VII.

(2) Rép. Min. Fin. *J. O.*, 10 mars 1928, cité par J. C., article 10648, VI et *J. O.*, 1^{er} août 1928, cité par J. C., art. 10264.

Prescription.

Elle se contente de même d'une quittance constatant que le créancier n'a reçu avec son capital que les cinq années d'intérêts non prescrits, sous réserve des cas où les circonstances permettraient de penser que la déclaration est faite en fraude des droits du Trésor (3).

Ouvertures de crédit.

En matière d'ouverture de crédit la justification de la non réalisation du Crédit est obtenue « soit par la représentation du compte tenu par le créancier ou par la copie collationnée de ce compte, soit par tous autres moyens de preuve » (4).

Dans tous ces cas, l'administration précise qu'il s'agit de questions de fait exclusivement de son ressort, mais elle renonce à exiger dans tous les cas une preuve absolue qu'il n'est au pouvoir de personne d'apporter.

Il reste néanmoins que l'administration ne se contente pas d'une simple allégation mais exige un acte synallagmatique formant transaction, convention ou remise de dette (5) ou bien une réserve expresse dans les quittances données au débiteur.

(3) Rép. Min. Fin., cité par J. C., art. 9758.

(4) Rép. Min. Fin., *J. O.*, 24 mai 1929, cité par J. C., article 10316.

(5) Cf. Solution départementale du 7 février 1929, cité par J. C., art. 10191.

Imputation des paiements partiels sur le capital.

Il en est ainsi spécialement en matière d'imputation d'un acompte sur le capital, conformément à l'article 1254 du Code civil, de manière à ce qu'aucune somme ne s'applique aux intérêts (6).

Date de l'extinction de la créance.

C'est encore la même règle qu'applique la régie à l'égard de la preuve de la date de remboursement de la créance. On pouvait se demander en effet si, lorsqu'un certain laps de temps s'est écoulé entre le paiement du capital constaté par un simple reçu et la mainlevée de l'inscription, l'administration prétendrait exiger le paiement de l'impôt sur les intérêts calculés jusqu'à la date de la mainlevée, seul acte authentique ayant date certaine, constatant l'abandon par le créancier de ses garanties et pouvant par conséquent entraîner présomption de paiement.

Cette question est aujourd'hui tranchée par une réponse du Ministre des Finances (*J. O.*, 16 janvier 1931) disant : « Si rien ne permet de suspecter la sincérité des quittances sous signatures privées, celles-ci sont, en principe, opposables à l'administration, pour la liquidation de l'impôt; il n'y a donc pas lieu, sauf circonstances spéciales, de considérer que les intérêts ont couru après le rem-

(6) Rép. Min. Fin., cité par J. C., art. 10164, IX.

boursement jusqu'au jour de la mainlevée (7). »

Dans ce cas particulier les parties doivent prendre soin de conserver des éléments de preuve des versements intervenus entre elles. Il est en effet très fréquent que des contestations s'élèvent spécialement en ce qui concerne les prix de vente de fonds de commerce convertis en billets de fonds. Le plus souvent la preuve du paiement résulte simplement de la remise des billets revêtus de timbres d'impôt et l'administration refuse parfois d'autoriser la radiation si la mainlevée n'est intervenue que longtemps après le paiement, à moins qu'on ne puisse justifier des dates de paiement par des pièces telles que carnets de chèques, comptabilité commerciale, etc...

En adoptant ces solutions, la régie s'est conformée aux règles qu'elles suivait déjà à l'occasion des droits d'enregistrement et desquelles il résulte qu'en matière de preuve l'administration n'est pas un tiers mais une administration chargée de recouvrer un impôt (8).

Mais on voit bien que cette attitude ne suffit pas à faire disparaître toutes les difficultés.

(7) Il est admis également que lorsqu'un acte postérieur constate un paiement effectué le jour de l'échéance, il n'y a lieu de calculer les intérêts que jusqu'au jour de l'échéance et non jusqu'au jour de l'acte. La déclaration contenue dans l'acte étant corroborée à la présomption de paiement attachée au terme (Sol. départ. du 16 mars 1927. J. C., art. 9805).

(8) Cf. WAHL, *Précis de droit fiscal*, 1900-1908, p. 366 à 467 et PILON, *Principes et technique des droits d'enregistrement*, 1928, p. 40 à 44.

Du moins en évite-t-elle beaucoup et l'on ne saurait trop louer l'administration de l'avoir adoptée.

SECTION II. — Justifications relatives au paiement de l'impôt.

Lorsque la justification du montant des intérêts imposables est faite, le requérant doit produire les pièces justificatives du paiement de l'impôt correspondant à ces intérêts.

Ces pièces justificatives sont soit les quittances sous seings privés, revêtues de timbres, soit les expéditions des quittances authentiques, soit les pièces comptables et livres sur lesquels sont apposés les timbres ou les copies collationnées de ces pièces, soit, en cas de paiement sur déclaration, les extraits délivrés par le receveur (9).

En l'absence de ces pièces qui sont les preuves normales peut-on justifier d'une autre manière du paiement de l'impôt?

Spécialement pour les années antérieures à 1925 et 1926 il s'est trouvé fréquemment des contribuables qui, lors de la radiation, avaient perdu les reçus des intérêts.

L'Administration s'est refusée à admettre aucun mode de preuve lorsque les documents revêtus de timbres ont disparu; c'est ce qui résulte d'une solution du 22 juin 1927 (10).

(9) Inst. 3933.

(10) Cf. J. C., art. 9851 et également Rép. Min. Fin., J. O., 6 décembre 1929. J. C., art. 10573-2.

Est-elle dans son droit?

La question a été posée d'une manière très complète par M. CHASSAING dans les termes suivants (11) :

« M. CHASSAING demande à M. le Ministre des Finances si, dans le cas où les reçus d'intérêts d'une créance hypothécaire, délivrés en l'étude d'un notaire, ne peuvent être tous représentés à l'appui de la réquisition de radiation, le paiement de la taxe sur les reçus manquants est suffisamment justifié par une copie collationnée constatant que le compte du créancier tenu en l'étude, a été débité du montant des timbres fiscaux afférents aux reçus non produits, en même temps qu'il était crédité de la somme nette revenant au créancier; ajoute : a) que si la taxe établie par l'article 38 de la loi du 31 juillet 1917 est perçue par apposition de timbres, elle ne constitue pas cependant un droit de timbre, mais une taxe de même nature que celle de la loi du 29 juin 1872, et soumise, comme cette dernière à la même procédure qu'en matière d'enregistrement (art. 5, loi du 29 juin 1872 et 41, loi du 31 juillet 1917); b) que les modes de preuve admis en matière d'enregistrement, notamment les présomptions de l'article 1353 du Code civil, lui sont, dès lors, applicables; c) que l'Administration n'a jamais hésité à appliquer ce principe, en vue de prouver l'existence d'un revenu

(11) Rép. Min. Fin., *J. O.*, 23 mai 1930, cité par J. C., art. 10717.

imposable; d) qu'en prescrivant, sans plus, de justifier du paiement de l'impôt sur les intérêts, l'article 8 de la loi du 29 avril 1926 n'a rien modifié aux règles générales sur la preuve en matière de taxe sur le revenu des capitaux mobiliers; e) que, par suite, le décret du 19 novembre 1926 paraît bien illégal en ce qu'il n'admet aucune justification, pour les reçus délivrés en France, que la production matérielle des originaux; f) qu'il convient donc de s'en tenir au texte même de la loi qu'un règlement ne peut modifier; g) qu'en définitive, le seul point à résoudre, en l'occurrence, est celui de savoir si la comptabilité notariale constitue un mode de preuve compatible avec la procédure spéciale à l'enregistrement (Qu. 9 avril 1930). »

Réponse : « La justification régulière du paiement de l'impôt ne peut résulter que de la représentation des reçus revêtus des timbres prescrits et il ne saurait y être suppléé par un autre moyen (J. O., 23 mai 1930). »

Sans doute c'est au contribuable à faire la preuve du paiement de l'impôt lorsqu'il requiert une radiation, mais il est de jurisprudence certaine aujourd'hui que l'administration et par réciprocité les redevables ont le droit de recourir à des présomptions de fait ou judiciaires pour démontrer les faits nécessaires à justifier leur demande (12).

(12) MAGUERO, *Traité alphabétique*, 1929, t. II, enreg. n° 143.

Or la comptabilité notariale constitue certainement les présomptions graves précises et concordantes exigées par l'article 1353 du Code civil.

La question n'a pas été portée devant les Tribunaux mais nous ne doutons pas que si elle leur était soumise, non seulement les motifs d'équité mais encore les arguments juridiques leur dicteraient une décision favorable aux contribuables.

Ceux-ci pourraient en effet, dans tous les cas soutenir que la loi de 1925 et de 1926 n'ont pas le caractère rétroactif que l'administration leur donne, et dans l'espèce telle que celle qui faisait l'objet de la question de M. Chassaing ils pourraient en outre faire prendre en considération les présomptions de paiement de l'impôt dont ils disposent.

Du moins lorsque les reçus sont ainsi perdus, suffit-il de payer une deuxième fois l'impôt, ou doit-on en outre subir les amendes?

L'instruction 3933 a simplement prescrit l'apposition des timbres sur le décompte que les parties doivent fournir à l'appui du dossier (13). Mais une nouvelle difficulté a surgi : on s'est demandé à quel taux dans ce cas devait être calculé l'impôt.

Certains ont pensé que l'on devait appliquer le taux en vigueur au jour de la quittance ou de la mainlevée, et qu'à défaut de preuve à l'appui de leur déclaration les parties ne pourraient se pré-

(13) Egalement Rép. Min. Fin. *J. O.*, 6 déc. 1929, art. 10573-2 précité.

valoir de la présomption de paiement au terme (14).

Elles auraient ainsi été obligées d'acquitter l'impôt au taux de 18 % et actuellement à celui de 16 % alors que la majeure partie des intérêts était imposable à 5, 10 ou 12 %.

En pratique cette opinion a été peu suivie et le plus souvent, ce qui est plus juste, les timbres ont été apposés, conformément au tarif en vigueur, lors de chaque échéance (15).

Cependant une récente réponse ministérielle (16) a décidé que, à moins que les parties ne fournissent la preuve juridique que les intérêts ont été payés aux échéances stipulées, l'impôt devait être perçu au taux en vigueur au jour de la mainlevée.

Nous voyons donc ici encore l'Administration se refuser à admettre les présomptions qui jouent en faveur du redevable.

La question se pose dans les mêmes termes que celle précitée de M. Chassaing et ici également nous estimons que la prétention de la régie n'est pas soutenable.

Ces difficultés n'ont pas été débattues devant les Tribunaux parce que les contribuables ont préféré le plus souvent surseoir aux radiations et attendre la péremption des inscriptions que de

(14) J. C., art. 9854.

(15) Solution départementale du 2 juillet 1928, cité par J. C., art. 10061.

(16) J. O., 6 déc. 1929. J. C., art. 10573-1.

s'exposer aux doubles impositions et aux amendes qui les attendaient.

Dès l'apparition des lois de 1925 et de 1926 le nombre des radiations a en effet diminué dans des proportions considérables, traduisant la réaction des redevables devant une mesure de contrôle excellente dans son principe mais appliquée avec trop d'intransigeance.

CONCLUSION

Au début de cette étude nous avons signalé l'étroite parenté qui unit l'impôt sur le revenu des créances et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Et cependant malgré l'identité absolue des matières imposables sur lesquelles ils sont assis l'un et l'autre, plus de quarante ans se sont écoulés avant que les créances sur les particuliers fussent frappées comme les emprunts des sociétés. Aujourd'hui encore leurs réglementations présentent de nombreuses différences; c'est ainsi en particulier qu'au rebours de ce qui se produit pour l'impôt sur le revenu des créances, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est recouvré sur le débiteur, c'est-à-dire sur la société emprunteuse.

Tout ce que nous avons dit au cours de cette étude fait comprendre les raisons et de ce retard dans la création de l'impôt sur le revenu des créances et des adaptations qu'il a fallu apporter à la législation pour assurer son recouvrement.

C'est qu'en effet autant il était facile d'assurer la perception d'un impôt dû par des sociétés vis-à-vis desquelles l'inquisition fiscale ne soulève pas de

protestations, autant il est délicat d'imposer le revenu des créances dues par des particuliers, et de plus la possibilité de liquider l'impôt d'après la comptabilité des sociétés et de le prélever entre leurs mains évite les incertitudes qui surgissent lorsque l'assujetti est un simple particulier qui n'est pas astreint à la tenue d'une comptabilité.

Ce sont ces difficultés qui ont donné au contrôle de l'impôt sur le revenu des créances le caractère très spécial qu'il présente aujourd'hui.

L'impossibilité d'organiser un contrôle permanent a conduit au système de justifications à posteriori dont nous avons vu au cours de notre deuxième partie à la fois les faiblesses et la sévérité; elle a également obligé le législateur à laisser sans contrôle les revenus produits par les créances chirographaires.

On voit que malgré les améliorations qui lui ont été apportées, le recouvrement de l'impôt sur le revenu des créances n'a encore été assuré que d'une manière fragmentaire et par contre nous avons pu constater au cours de cette étude combien les doubles impositions et perceptions sur des intérêts non payés pouvaient être fréquentes.

Est-il possible de faire disparaître ces imperfections ?

Nous ne le croyons pas, car l'administration ne pourra jamais atteindre toutes les créances qui naissent et s'éteignent chaque jour entre les particuliers.

Mais par contre on peut espérer qu'une plus exacte connaissance des risques qu'ils encourent évitera à l'avenir aux contribuables la plupart des difficultés auxquelles ils se sont heurtés lors de la mise en vigueur des mesures de contrôle.

• Vu : le président de la thèse,
M. HÉMARD.

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY. •

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX.

- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *Traité de droit civil*, t. XXIII.
- CAPITANT. — *De la cause dans les obligations*.
- GARSONNET et CÉSAR BRU. — *Précis de procédure civile*.
- GUILLOUARD. — *Du prêt*, 2^e édition.
- LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de droit commercial*, t. I, éd. 1921.
- MORIN. — *De l'anatocisme*. Thèse Paris, 1906.
- PILON. — *Principes et technique des droits d'enregistrement*. Paris, Dalloz, 1928.
- PLANIOL. — *Traité élémentaire de droit civil*, éd. 1923.
- WAHL. — *Précis de droit fiscal*.
- *Précis de droit commercial*.
- Recueils Dalloz et Sirey*.
- Gazette du Palais*.
- Gazette des Tribunaux*.

II. — OUVRAGES SPÉCIAUX.

- ALLIX et LECERCLÉ. — *L'impôt sur le revenu*, t. I et supplément 1930.
- JACQUET et VÉTILLARD. — *Traité de la mainlevée d'hypothèque et de la radiation d'inscription*, édit. 1927.
- MAGUÉRO. — *Traité alphabétique de l'enregistrement*, éd. 1929-t. III. *Indication de l'enregistrement*, année 1931.
- Journal des Conservateurs*, années 1926 à 1931.
- Répertoire du Notariat et de l'Enregistrement* (Défrénois), années 1925 à 1931.
- Revue de l'Enregistrement*.
- Revue des juristes*, année 1931.
- Instructions de la Régie de l'Enregistrement*.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Les conditions d'application de l'impôt sur le revenu des créances.

CHAPITRE PREMIER. — Les caractères généraux de l'impôt	13
CHAPITRE DEUXIÈME. — Le débiteur de l'impôt.....	20
CHAPITRE TROISIÈME. — L'assiette de l'impôt.....	25
CHAPITRE QUATRIÈME. — Les exemptions d'impôt	65
CHAPITRE CINQUIÈME. — Le fait générateur de l'impôt..	82
CHAPITRE SIXIÈME. — Le tarif, la liquidation des droits, les modes de paiement.....	97

DEUXIÈME PARTIE

Le contrôle du paiement de l'impôt.

CHAPITRE PREMIER. — Les formalités donnant lieu aux justifications	105
CHAPITRE DEUXIÈME. — Les justifications.....	111
CONCLUSION	123
BIBLIOGRAPHIE	126

